LA REVUE COMMUNISTE

MENSUELLE

Directeur: CHARLES RAPPOPORT

SOMMAIRE DU Nº 20

Cheque Postal 308-04

Téléphone : Gobelins 33.32

La Revue Communiste autorise la traduction et la reproduction de ses articles

LA REVUE COMMUNISTE

TROIS PÉRIODES DE L'ÉVOLUTION SOCIALISTE

四多

N. D. L. R. — Nous donnons ici la sténographie de la leçon inaugurale faite par notre directeur Charles Rappoport, aux Sociétés Savantes, sous la présidence de Georges Pioch, au profit de l'Ecole du Propagandiste (49, rue de Bretagne, Paris III°):

CAMARADES,

Ma première leçon sera consacrée à la signification générale du mot socialiste ou communiste, et à la caractéristique aussi générale des trois périodes du socialisme ou du communisme.

Première période, celle du socialisme utopique; deuxième période, celle du socialisme scientifique; troisième période, celle du socialisme réalisateur, qui commence avec la première grande révolution communiste russe.

Pendant longtemps, on peut dire pendant toute la période de la deuxième Internationale, un quart de siècle, de

1889 à 1914, on a employé indistinctement les mots socialisme, collectivisme ou communisme pour désigner notre but fondamental, la suppression du régime capitaliste, la socialisation des moyens de production et d'échange, l'organisation sur le principe du travail obligatoire pour tous de la nouvelle cité communiste.

Pourtant, il serait peut-être prudent, à notre époque, de se méfier un peu du mot socialisme. Déjà Karl Marx, vers la période de la révolution de 1848, a cru nécessaire de se déclarer communiste, d'intituler son œuvre fondamentale, le Manifeste Communiste, parce qu'il a vu la confusion qui se faisait autour du mot socialisme. Pendant la période démocratique de la révolution de 48, se disaient « socialistes » tous ceux qui avaient l'esprit un peu large, tous ceux qui considéraient que la transformation politique n'a pas supprimé les inégalités innombrables du régime social, les inégalités économiques, tous ceux qui considéraient qu'il existait une question sociale, en dehors des questions politiques. Tous les philanthropes sociaux se considéraient comme socialistes, sans partager pourtant notre conception sur la transformation de la propriété-monopole. C'est pour éviter d'être confondu avec ces hommes que Marx a considéré qu'il fallait maintenir le terme communisme.

Le mot « socialisme » risque, à notre époque, de courir le même danger que pendant la période de 1848. A la fin du siècle passé, un grand ministre libéral anglais disait : « Nous sommes tous socialistes ». On peut dire que jamais, à une époque de l'histoire humaine, il n'y eut tant de socialistes, et si peu de socialisme, dans le monde. Deux rois d'Europe, le roi de Suède et le roi d'Italie, ont chacun un président du Conseil socialiste. Deux grandes républiques, la République française et la République allemande, ont, comme présidents de la République, des socialistes, sans que la bourgeoisie soit troublée dans son sommeil du juste.

Le socialisme s'affiche partout. Il est de bon ton, il sort de la banalité, et souvent il est nécessaire, pour arriver aux premiers postes de combat de la bourgeoisie capitaliste, d'avoir été socialiste.

Dans ces conditions, la Troisième Internationale préfère se dire communiste, et elle déclare que, pour être communiste, il faut remplir trois conditions :

Il faut avoir, comme but fondamental, non l'amélioration partielle du régime capitaliste, non l'intervention de l'Etat bourgeois dans les conditions de travail, dans les conditions de la vente aux capitalistes de la force de travail, mais il faut chercher, par tous les moyens, à organiser le prolétariat pour transformer le système même de la propriété capitaliste, pour la remplacer par la propriété sociale des instruments de travail et d'échange.

Deuxième condition : il faut organiser la seule classe révolutionnaire, qui est intéressée par sa situation matérielle politique et sociale — la classe ouvrière, — en vue de la réalisation de ce but.

Troisième condition : il faut que les ouvriers et paysans s'emparent du pouvoir politique, instrument révolutionnaire par excellence, pour effectuer cette transformation économique fondamentale.

Naturellement, à côté de la classe ouvrière, il peut y avoir des hommes d'esprit large, véritablement humains, qui ont dépassé, dans leur sensibilité, le régime actuel, qui ont réalisé, pour eux, la synthèse humaine et qui peuvent avoir des sympathies pour la classe ouvrière et paysanne; qui peuvent, par leur instruction, par leur grand cœur, être d'une grande utilité sociale, théorique et pratique. Mais l'humanité ne sortira de l'enfer capitaliste que lorsque la classe productrice, la plus nombreuse, s'emparera du pouvoir pour effectuer la transformation nécessaire.

Deux grandes méthodes se présentent pour la réalisation communiste.

D'abord, la méthode du socialisme utopique. Le socialisme utopique apparaît à l'esprit humain comme une sorte d'éblouissement soudain, comme une création spontanée. Le communisme utopique dit aux hommes : « Que la lumière soit! » et il croit sincèrement, de bonne foi, qu'il suffit que cette clarté communiste apparaisse comme idée, pour que l'injustice sociale s'efface, pour que tous les hommes soient éblouis de cette même clarté.

Il y a 25 siècles, un des plus grands philosophes de l'antiquité, le fondateur de l'idéalisme philosophique (c'est caratéristique, et c'est en même temps à l'honneur de nos idées que le plus idéaliste ait été le fondateur du socialisme) — Platon, — s'adressa à l'élite humaine pour fonder une nouvelle cité pour l'élite. C'était un communisme aristocratique. Platon s'adressait à la raison, au bon sens. Il demandait qu'on supprime la source même de rivalités, d'amtitions égoïstes, la propriété privée, pour fonder, sur le principe de la propriété communiste, la véritable communauté humaine.

Il s'adressait de préférence à l'élite, parce que s'adressant à la raison pure, à la logique, il ne trouvait cette raison, cette logique, que chez l'élite de cette époque. Il cherchait « le bon tyran » pour réaliser la véritable cité idéale, la cité communiste.

Ce trait est toujours resté attaché aux communistes utopiques. Ils ont tous cru qu'il était suffisant de faire appel au bon sens humain. Les utopistes français de la grande Révolution française, de la fin du dix-huitième siècle et de la première moitié du dix-neuvième, s'adressaient également aux pouvoirs établis, à ceux qu'ils considéraient comme se trouvant à la tête de la civilisation. Saint-Simon, tout en étant déjà le fondateur d'une nouvelle conception réaliste, tout en basant sa réforme sociale sur l'analyse des faits du présent et sur l'étude de l'histoire, en montrant que la réforme sociale s'attache aux formes du passé et aux forces progressives du présent, écrivait en même temps à Bonaparte, consul, en lui déclarant qu'il était le seul homme capable de comprendre et de réaliser ses idées. Robert Qwen, l'autre grand utopiste socialiste, s'adressait aux mo-

narques de la Sainte-Alliance réactionnaire, qui se donnaient comme mission historique d'étouffer toutes les conséquences de la grande Révolution française. Il s'adressait à ces monarques, hommes de la réaction intégrale, pour les supplier d'accepter ses idées, car, disait-il, en acceptant mes idées, vous faites l'économie d'une révolution. Vous ne serez pas obligés de trembler pour vos privilèges, de vous défendre par la prison, par la potence, contre le mouvement révolutionnaire; vous aurez supprimé la cause même du mal; vous aurez à la fois assuré votre sécurité et le bonheur des nations que vous gouvernez. Charles Fourrier, socialiste génial de la période utopique, attendait chez lui, à heure fixe, le Mécène socialiste, le millionnaire philanthrope qui lui fournirait des ressources pour construire une petite société modèle, selon laquelle toute la société doit être transformée.

Cette confiance absolue dans la raison humaine est une erreur à la fois psychologique et historique.

Comme idéalistes, les grands utopistes croyaient que ce sont les idées qui dirigent les multitudes humaines, qui dirigent l'humanité tout entière, qui commandent à ses intérêts. C'est le contraire qui est vrai. Ce sont les intérêts en dehors des exceptions, des exceptions heureuses, bienfaisantes, mais des exceptions tout de même - ce sont les intérêts qui dirigent, qui déterminent nos idées, nos conceptions. La meilleure preuve, c'est que des penseurs comme Platon et Aristote croyaient, sous l'influence du milieu, des intérêts de l'époque, à l'éternité de l'esclavage. Tous les penseurs de cette époque - sauf des exceptions qui confirment la règle -, défendent le régime de l'esclavage. Il en a été de même pour le servage. Il en est de même pour le salariat. Les penseurs, en général, ne s'élèvent pas audessus de l'intérêt de leur classe ou de l'intérêt du régime sous lequel ils vivent.

J'ai dit au début que la société actuelle adopte, comme une mode, le mot socialiste. C'est un aveu. La société capitaliste ne veut pas s'appeler de son propre nom, elle a perdu la foi en elle-même, elle ne signe pas de sa propre signature, elle prend un pseudonyme. Cet état de choses nous est favorable. C'est un symptôme favorable, parce que, disait La Rochefoucauld, l'hypocrisie est un hommage rendu à la vertu. Une société qui n'ose pas avouer sa propre nature est une société perdue. Nous le constatons, mais nous ne sommes pas dupes de cette constatation. Nous disons que tant qu'une classe tout entière intéressée à la transformation totale du régime, n'est pas apparue sur la scène historique, notre cause n'est pas en bonnes mains, malgré la bonne volonté des individus supérieurs.

A côté de cet élément utopique qui consiste dans le fait de s'adresser, comme je l'ai dit, à la raison pure, à la logique, au bon sens, il y a, même dans le socialisme de la période utopique, un élément réaliste, scientifique. C'est la critique de la propriété privée et de ses conséquences sociales. Tous les socialistes de toutes les époques ont compris le lien qui existe entre le régime de la propriété-monopole, de la propriété privée et toutes les misères individuelles et sociales des membres de la société. Il y a aussi ce trait réaliste chez les socialistes de toutes les époques : ils s'attaquent surtout à la question fondamentale, à la question de la propriété, à la condition même de l'existence humaine. Car quels que soient nos buts idéalistes, tant que l'homme n'est pas émancipé de ses besoins élémentaires, tant qu'il est esclave de ses besoins, il ne peut pas penser, il ne peut songer à ses aspirations supérieures, à une vie véritablement humaine. L'homme ne deviendra véritablement homme que lorqu'il ne sera pas écrasé par ses besoins matériels, lorsque, par une organisation sociale communiste, il pourra, avec un minimum d'efforts, obtenir le maximum de moyens nécessaires pour son existence matérielle et ainsi acquérir du loisir pour développer toutes ses facultés supéricures.

La période scientifique évite précisément l'erreur his-

torique et psychologique de la période utopique. Elle ne s'adresse pas exclusivement à la raison; elle ne s'adresse pas surtout aux pouvoirs établis qui, par destination, sont appelés à défendre le régime existant; elle s'adresse aux classes victimes de ce régime, aux classes exploitées. Le socialisme scientifique se fonde non seulement sur la beauté de l'idéal, mais il se fonde sur les intérêts, sur la réalité.

Les socialistes de la période utopique considéraient la société comme une sorte de mécanisme. Ils considéraient leur idéal comme une nouvelle machine inventée par eux et destinée à remplacer l'autre. Il y a un mot qui caractérise bien cette conception; il se trouve à chaque page des écrits de Fourrier qui répète : « J'ai inventé un système ». Fourrier prêchait le « grand écart », c'est-à-dire l'indifférence politique, l'abstraction absolue des conditions du milieu qui nous entoure. Il lui faut quelque chose d'absolument nouveau; il a une nouvelle théorie de la personnalité, une nouvelle théorie des passions, une nouvelle théorie du travail. Il veut un monde nouveau, avec des moyens nouveaux. Il aurait considéré sa théorie comme imparfaite si elle s'était attachée, d'un côté quelconque, à la réalité existante.

Chez les fondateurs du socialisme scientifique, c'est juste le contraire. Dans tout ce qu'ils écrivent, dans tout ce qu'ils proposent, ils ont bien soin de déclarer que ce n'est pas l' « invention » d'un génie individuel, le plan d'un homme supérieur. Ce qu'ils proposent se trouve rattaché aux faits historiques passés, aux conditions matérielles, economiques, sociales et politiques du présent.

Quelle est la base du socialisme scientifique, fondé par Karl Marx et Engels, mais déjà pressenti par Saint-Simon? Marx et Engels étudient la société capitaliste dans sa structure fondamentale, dans sa base économique. Ils disent : la société capitaliste, pour exister, est condamnée à exproprier des millions d'artisans, de paysans, de petits commerçants. La société capitaliste ne peut exister sans le prolétariat, c'est-à-dire sans la classe privée des moyens de

production qui se concentrent de plus en plus dans les mains d'une minorité, d'une oligarchie capitaliste. En face de cette concentration capitaliste qui se développe de plus en plus, se dresse, fatalement, par le mécanisme de l'évolution, la concentration des masses ouvrières organisées, concentrées dans de vastes usines, dans de vastes fabriques, dans d'immenses villes industrielles. Cette classe onvrière lutte d'abord pour ses intérêts immédiats, pour l'augmentation des salaires, pour améliorer les conditions de travail. mais elle se dresse bientôt contre la minorité exploiteuse, contre l'oligarchie capitaliste. La société capitaliste, dit le socialisme scientifique, prépare, dans son propre sein, les conditions matérielles, intellectuelles et morales d'un nouveau régime. Elle prépare les conditions de sa propre disparition. Le prolétariat, dans les villes modernes, dans les conditions politiques modernes, devient de plus en plus conscient de son intérêt, et il se dresse contre l'autre classe pour conquérir le pouvoir, tout le pouvoir, et transformer la société.

De plus, par le mécanisme même de la production, la société capitaliste est obligée de s'organiser sur des bases collectives. Elle crée des organismes formidables de travail collectif, de véritables armées du travail, dans des usines immenses. Par le mécanisme même de la division du travail, les immenses machines ne peuvent être employées que collectivement. La production, dans la société capitaliste, est déjà collective. Et c'est là qu'apparaît le scandale. Alors que cette production est collective, les bénéfices vont, non pas à la collectivité, mais à quelques individus, à une minorité oligarchique qui possède les instruments de travail et qui, avec le développement de la société capitaliste, ne dirige même plus la production, parce que les directeurs de la production sont des salariés aussi, entretenus par le capital.

Nous avons ainsi la préparation, au sein même de la société capitaliste, des conditions techniques, mécaniques, d'un régime de travail collectif supérieur.

Il y a aussi une préparation humaine, parce qu'avec l'organisation ouvrière se développe aussi, de plus en plus, un nouvel esprit social, un nouveau sentiment de solidarité des classes. Et ainsi nous avons, au milieu de la société capitaliste, un facteur révolutionnaire nouveau, l'organisation du prolétariat en parti de classe. Au fur et à mesure que les luttes partielles n'aboutissent pas à la libération de la classe ouvrière, se forme cet esprit politique, cette conscience politique chez les masses ouvrières qui aboutit à cette conception que la classe ouvrière, comme les autres classes qui l'ont précédée, ne peut s'émanciper qu'en mettant la main sur l'instrument par excellence de la transformation, sur l'Etat, non pour le maintenir dans sa forme de violence, au profit d'une minorité, mais pour supprimer tous les privilèges, toutes les inégalités sociales, et pour former une nouvelle société.

La société capitaliste, dans son développement, fait ressortir de plus en plus une contradiction scandaleuse entre l'état social et l'exploitation individuelle. On peut dire que la société actuelle est une véritable escroquerie organisée, parce que le contrat social est un contrat léonin. D'une part, la société réclame tout de l'individu; sous la forme de la patrie capitaliste, elle lui demande même sa vie; elle lui dit : « tu m'appartiens », sans lui demander si sa conscience individuelle ne lui interdit pas de devenir l'assassin de son frère de misère. Elle demande tout à l'individu, mais, en échange, que lui donne-t-elle? La société capitaliste met le prolétaire sur la place publique tout nu pour ainsi dire, désarmé, en face des capitalistes armés. Il doit se « débrouiller » tout seul. Pour se « débrouiller », il est obligé de se vendre, de céder sa force de travail. Voilà la contradiction : solidarité sociale, quand il s'agit des devoirs du prolétariat; isolement, individualisme, quand il s'agit des devoirs de la société envers l'individu.

Nous l'avons vu pendant la dernière guerre. Le prolétariat appartient à la patrie. Mais la patrie n'appartient pas au prolétariat. Elle ne lui appartient ni comme sol, comme instruments de travail, ni comme patrimoine intellectuel, artistique, parce que, dans sa masse, le prolétariat n'est pas capable de profiter de toutes ces richesses accumulées dans la nation pendant des siècles. Voilà la contradiction fondamentale dans la société capitaliste, entre la société et l'individu. Cette contradiction doit devenir de plus en plus manifeste. Nous disons que le prolétariat, par sa situation matérielle, par ses conditions d'existence, se trouve à l'état révolutionnaire permanent. Mais cet état révolutionnaire permanent doit devenir un état de conscience, un état d'âme. Voilà le rôle du propagandiste, de l'éducateur : démontrer quelle est la véritable situation de cette classe, la plus nombreuse, la classe prolétarienne, dans la société capitaliste.

Nous ne voulons rien enlever de la beauté de notre idéal. Nous voulons profiter, et nous devons profiter, de toute la critique générale faite par les socialistes de la période utopique. Mais étant donné les conditions matérielles de la nouvelle société, étant donné le développement des forces capitalistes, étant donné que nous avons devant nous une situation que Saint-Simon, Robert Owen, Charles Fourrier ne connaissaient pas, étant donné que nous avons une classe prolétarienne qui commence à prendre conscience de sa mission historique, nous serions criminels si nous ne profitions pas de ces faits objectifs, de ces conditions matérielles pour expliquer à la classe ouvrière la véritable situation historique, les conditions matérielles et morales qui lui sont favorables et que le capitalisme lui-même, sans le vouloir et sans le savoir, met à sa disposition.

Nous ne voulons pas dire, par là, Lassalle l'a démontré, que la classe ouvrière, prise individu par individu, soit supérieure aux autres classes. Il est possible qu'étant donné les conditions misérables où se débattent les ouvriers, l'individu-ouvrier, pour ainsi dire, pris isolément, soit inférieur à tel ou tel capitaliste. Mais comme classe sociale, ayant

une mission historique, la classe ouvrière est supérieure aux autres classes. Le capitaliste ne s'aperçoit pas, lorsqu'il il se solidarise avec sa classe, qu'il est condamné, par cela même, pour conserver ses privilèges, à défendre les idées rétrogrades, à se dresser par tous les moyens, par la ruse, par la violence, par toutes les forces coercitives de l'Etat, par la torture même - comme nous voyons dans un certain nombre de pays capitalistes - contre la classe qui cherche à transformer la société dans le sens de la justice. Tandis que la classe ouvrière, par sa situation même, par son état historique, par sa position sociale et politique, est destinée à jouer un rôle progressif. Elle se bat pour le progrès, pour plus de justice, pour plus d'égalité. Et comme toute action de classe influe sur le caractère individuel, on peut dire que le prolétariat est la véritable élite de la société moderne. S'il a des imperfections, ce n'est pas sa faute, mais son malheur, C'est peut-être notre faute à nous qui, membres des classes moyennes, parfois même des classes supérieures et appartenant au Parti, n'avons, peut-être, pas fait suffisamment notre devoir.

Le prolétariat mondial actuel a sa mission historique, qui représente une véritable force morale : le principe de l'unité humaine. Depuis que l'histoire existe, il y a toujours eu une tendance à l'esprit universaliste, à unifier l'humanité. Le christianisme était une de ces tentatives. La science en a été une autre. Des génies comme Tolstoï, comme Jaurès, comme John Ruskin, étaient des éléments de l'universalisation de l'esprit humain. Mais le régime capitaliste met tous les obstacles possibles à l'unification de l'humanité. En ce moment même, les raccommodeurs de la faïence européenne, à Cannes, sont incapables de fonder l'unité européenne. La société actuelle est brisée en deux : en vainqueurs et en vaincus. Parmi les vainqueurs même il n'y a pas d'unité possible pour partager les dépouilles de leurs victimes. L'unité mondiale est impossible. Il n'y a qu'une seule classe, le prolétariat mondial, dans ses combats contre le régime assassin, contre le régime en proie à de la folie destructive, qui peut réaliser la véritable unité mondiale.

Et nous voyons, en effet, la grande révolution russe, la première révolution communiste, qui a tenté de réaliser cette unité humaine, de réaliser la révolution sociale. Cette révolution a été faite, quoi qu'on dise, selon toutes les règles de la méthode du socialisme scientifique. C'est le prolétariat d'abord, le prolétariat russe, bien que très faible, qui a pris l'initiative de cette révolution. C'est le prolétariat russe qui, avec le concours des paysans et des soldats, s'est emparé de tout le pouvoir. C'est la classe ouvrière et paysanne russe qui a chassé le capitalisme russe, qui a, héroïquement, au prix de souffrances sans nombre, combattu, pendant quatre ans, le capitalisme mondial, et l'a vaincu. C'est au nom de la doctrine marxiste, c'est avec cette conception réaliste des conditions matérielles de la transformation sociale que les chefs de la révolution russe ont toujours combattu l'ancien régime. Et même dans ses faiblesses actuelles, épuisée par une guerre de sept ans, obligée de transiger avec le monde capitaliste, c'est encore dans la doctrine marxiste que la révolution trouve des armes. Le socialisme scientifique dit, en effet, qu'un seul pays ne peut pas triompher, que le communisme ne saurait vaincre sans la solidarité internationale. Du moment que, pour des raisons que je ne veux pas examiner en ce moment, le prolétariat occidental n'a pas répondu à l'appel de la révolution russe, que la révolution russe est restée isolée et n'a pas encore pu réaliser le communisme, puisque le communisme ne peut être réalisé qu'internationalement, la révolution russe est obligée d'entrer en contact avec le monde capitaliste, parce qu'elle n'a, autour d'elle, que le monde capitaliste. Elle est obligée de s'adapter au milieu environnant.

Autre règle du socialisme scientifique. Le socialisme ne peut se réaliser dans toutes ses conséquences que lorsque les forces productives ont atteint l'apogée de leur développement. Voilà pourquoi la révolution russe est obligée, profitant des forces capitalistes, de développer au maximum les forces productives pour faire non un communisme de misère, mais un communisme de prospérité.

Vous voyez, camarades, qu'à tous points de vue la révolution russe est la confirmation de la méthode marxiste, de la méthode scientifique et réaliste du socialisme moderne. Elle a éclaté parce que l'anarchie capitaliste, dans sa lutte cruelle, féroce, pour le monopole du globe, a déchaîné toutes les forces de destruction. La révolution russe est donc la conséquence de l'anarchie capitaliste. Ainsi que nous l'avons toujours dit, la révolution russe est avant tout le premier avertissement au régime qui a sur sa conseience tant de millions de vies humaines, qui, au lieu de se corriger, après la douloureuse expérience du carnage mondial, ne fait qu'en préparer de nouveaux. La révolution russe est la seule puissance anti-impérialiste, malgré l'armée rouge, malgré la douloureuse nécessité de se battre avec des armes inhumaines contre des armes barbares. En dépit de quelques mots maladroits, nulle part dans la révolution russe on ne trouve cet esprit chauvin et bonapartiste qui s'est développé pendant la grande Révolution française. C'est le véritable esprit internationaliste qui anime la révolution russe.

If ne faut pas oublier non plus que la révolution russe est la mère de la Troisième Internationale. Dans l'intérêt national russe, il aurait peut-être été plus profitable que la révolution russe ne se fasse pas l'apôtre de la révolution mondiale. Depuis longtemps, les puissances capitalistes l'auraient laissée tranquille si elles ne redoutaient pas sa forcé d'expansion, sa propagande multiple. Malgré son intérêt étroit, la révolution russe considère que son devoir vital, son devoir primordial est de se répandre, non par la force, mais par la puissance de l'exemple, par la propagande parmi les masses ouvrières du monde entier. C'est un effort de propagande le plus formidable qui ait été fait dans le monde, dans un esprit de solidarité international,

internationaliste. La révolution russe est le premier chapitre de la révolution mondiale.

Naturellement, il y avait des raisons sérieuses pour que la première révolution communiste éclate en Russie. Je vous l'ai dit, je ne peux pas m'étendre avec détail sur ces raisons. Mais je dois tout de même souligner quelques faits importants.

Le fait même que la révolution communiste a éclaté en Russie prouve que les forces objectives seules, que le développement capitaliste seul ne peut pas faire aboutir la révolution communiste. A côté de l'immense développement capitaliste qui nous est favorable, il faut la pensée humaine, il faut la volonté héroïque révolutionnaire; il faut non seulement savoir s'organiser, mais il faut aussi savoir mourir. Et les Russes savent mourir, ils savent souffrir plus que n'importe quel peuple. La révolution russe, depuis un siècle, a eu d'innombrables martyrs. C'est par cette école de sacrifice qu'elle a passé. Et c'est précisément parce qu'aux conditions matérielles de la décomposition totale du régime — conditions objectives — se sont jointes des conditions morales, une volonté révolutionnaire supérieure, une capacité de sacrifice surhumaine que la révolution russe a éclaté. C'est de ces deux facteurs — volonté révolutionnaire et force des choses — qu'est sortie cette admirable révolution, cette chose unique dans l'histoire humaine. Il faut y ajouter une éducation marxiste des masses qui, depuis Plékhanoff (1883), fut la grande préoccupation des socialdémocrates.

Et lorsque, en Occident, à la suite d'une misère accumulée par la criminelle volonté du régime, en face des menaces certaines d'un nouveau carnage, la volonté révolutionnaire sera prête, lorsque la capacité de sacrifice sera à la hauteur, alors, de ces deux forces — force des choses et force de volonté révolutionnaire — sortira l'émancipation mondiale intégrale. (Applaudissements.)

Charles RAPPOPORT.

La Lutte pour le Marché MONDIAL (1)

(SUITE)

報点

Avant la guerre, en 1913, les différents pays venaient dans l'ordre suivant, selon l'importance de leur commerce extérieur (importation plus exportation) :

1913	Millions de Marks	Fraction du commerce extérieur du Monde
Angleterre	28.633	16.1 %
Allemagne	22.547	12.6 %
Etats-Unis d'Amérique	17.971	10.1 %
France	15.987	9 %

Le commerce extérieur de ces 4 Etats, dépasse de beaucoup celui des autres pays; et c'est à bon droit qu'on peut les considérer comme de véritables nations ayant un commerce mondial. Elles représentent, à elles seules, presque la moitié (47,7 %) du commerce mondial. Les pays qui viennent ensuite sont :

	Millions de Marks	Commerce mondial	
Hollande avec	11.902	6.7 %	
Belgique avec	10.948	6.3 %	

Les autres grandes puissances restent bien en deça. En 1913, on avait les chiffres suivants :

The state of the s	Millions de Marks	Gommerce mondial
Russie	6.253	3.5 %
Autriche-Hongrie	5.522	3.1 %
Italie	5.141	2.9 %
Japon	2.860	1.6 %

⁽¹⁾ Se reporter au nº 18-19 de la Revue Communiste.

On voit facilement que seuls les 4 premiers Etats peuvent se concurrencer sérieusement. Cependant, pour arriver au but que nous nous sommes proposés, il est nécessaire de connaître aussi le commerce extérieur des colonies importantes et des pays à demi coloniaux. Nous mentionnerous :

	Millions de Marks	Commerce montal
Indes Britanniques avec	6.250	3.5 %
Canada	4.575	2.5 %
Argentine	3.665	2.1 %
Australie	3.100	1.8 %
Chine	3.098	1.8 %
Brésil	2.649	1.5 %
Malacca	1.980	1.1 %
Afrique du Sud	1.466	0.8 %
Guha	1.250	0.7 %
Egypte	1.247	0.7 %

Nous utiliserons ces chiffres au cours de notre discussion; il était donc nécessaire de les donner. Dans la suite, nous nous limiterons aux quatre nations à commerce mondial.

Si on adjoint à chaque Etat ses colonies, l'écart entre le commerce de la Grande-Bretagne, qui dépassait d'un quart celui de l'Allemagne, devient alors peu commun. En effet, le commerce de l'empire britannique devient les 22,4 % du commerce mondial; les colonies des autres grandes puissances sont loin d'atteindre ces chiffres. Le vaste empire colonial de la France ne représente que 1,3 % du commerce mondial. De plus, il est notoire que le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, sont étroitement liés à la Grande-Bretagne. Si on tient également compte de leur commerce extérieur, celui de l'empire britannique monte alors à 28 %. Plus d'un quart du commerce extérieur du globe, revenait donc à l'Angleterre et aux Etats et aux colonies qui lui sont rattachées; venaient ensuite:

Allemagne (y	compris	les co	lonies)	avec	12.8 %	6
Etats-Unis		-	-		10.8 %	0
France		-	110		10.3 %	6

Cependant, la prépondérance de l'Angleterre ne laissait pas d'être incontestée. Avec les années, l'Allemagne avançait, tandis que l'Angleterre reculait. Les autres grandes puissances mondiales portaient aussi préjudice à l'Angleterre : le commerce extériuer de l'Allemagne s'était accru le plus rapidement. Comparons les chiffres de 1900 à ceux de 1913. Nous avons pour le commerce extérieur (Exportations et Importations):

The second second	19	00	1913		
	Millions de Marks	°/• du commerce mondial	Willions de Marks	*/* du commerce mondial	
Grande-Bretagne	17.900 5.218	19.5 o/o 5,8 o/o	28.633 11.278	16,1 o/o 6,3 o/o	
Dominions	4.471	4.8 0/0	10.020	5,6 0/0	
	27 589	30,1 0/0	49.931	28 00	
Allemagne	11 089 59	12,1 e/o 0.1 e/o	22.547 307	12.6 o/o 0.2 o/o	
	11.148	12,2 0/0	22.854	12.8 0/0	
Etats-Unis	9.427 534	10,3 o/o 0 6 o/o	17.971 1.250	10,1 o/o 0.7 o/o	
	9 961	10.9 0/0	19.221	10,8 0/0	
France	9.208 1.089	10 o/o 1,2 o/o	15.987 2.376	9 o/o 1,3 o/o	
	10.297	11 2 0/0	18.363	10,3 0/0	

Nous voyons que ces simples chiffres enlèvent toute base à ceux qui parlent de « jalousie ». Il n'y a pas trace de recul réel. Le recul ne devient visible que dans le pourcentage. En réalité, les quatre grandes puissances commerciales, durant ces 13 années, ont beaucoup aceru leur commerce extérieur. Les chiffres des importations en sont la preuve. Pour l'importation, nous avons les chiffres suivants (sans compter les colonies):

	Moyenne de 1901/05	1913
	Millions d	e Marks
Grande-Bretagne	5.936	10.485
Allemagne	5.016	10.097
Etats-Unis	5.973	10.202
France	5.494	5.504

On voit donc, que dans un pays, les exportations augmentent d'année en année, qu'il s'ouvre de nouveaux marchés, qu'il augmente d'une façon continue le nombre de ses clients, peut-on admettre que ce pays ait pris les armes « par pure concurrence envieuse », simplement parce que, dans un autre pays, le chiffre des exportations augmente encore plus vite. Evidemment non, nous ne pouvons trouver les véritables rapports que si nous suivons les exportations, qu'en recherchant où les marchandises ont été exportées.

IV

Malheureusement, il n'est pas possible d'exposer ici, en détail, toutes les menues ramifications, les subdivisions de la question. Cela exigerait un grand nombre de chiffres, qui non seulement dépasse la place dont nous disposons, mais encore servirait plus à obscurcir l'esprit du lecteur qu'à l'éclairer. Nous allons tenter d'esquisser le problème à larges traits.

Il est évident que le commerce avec les pays coloniaux ou semi-coloniaux, a joué un rôle bien différent pour les 4 puis-sances mondiales. Si l'on distingue leurs exportations suivant qu'elles ont été réparties dans des pays capitalistes ou dans des pays à caractère colonial, nous aurons le tableau suivant, qui donne le pourcentage des exportations dans les pays capitalistes, ou, plus exactement, dans des pays qui ne sont pas considérés comme colonies par les grandes puissances intéressées.

	Moyenn de 1901/0	1913
Allemagne	81.9 %	79.3 % 63.3 %
France Etats-Unis	86.3 % 58.9 %	46.2 %
Angleterre (1900/04)	31 %	28.5 %

On voit, pour l'Angleterre, que le commerce avec les solonies a eu une importance plus grande que son autre commerce. Aux Etats-Unis, tous les deux s'équilibraient; en France, un tiers du commerce seulement, se faisait avec les colonies, en Allemagne à peu près 1/5.

Comme le montrent ces chiffres, les choses ne sont pas changées fondamentalement entre 1900 et 1913, si on les considère pour les pays exportateurs. Que l'Angleterre envoie 31 % ou 28 1/2 % de ses exportations à des pays capitalistes (par conséquent en envoyant plus dans les pays coloniaux) cela, en définitive, n'a pas grande importance. La différence est beaucoup importante pour les Etats-Unis. La chose apparaît tout autre, si on la prend du côté des pays récepteurs. Nous ne voulons tirer qu'une conclusion des bases que nous avons posées plus haut. Avant tout, nous indiquerons quelques idées nécessaires à leur compréhension.

Nous divisons les pays acheteurs en 3 groupes : I. Pays à caractère spécifiquement capitaliste; nous comptons parmi ceux-là, toute l'Europe, à l'excluison des Balkans, les Etats-Unis et le Japon; le Groupe II comprend les pays à demi coloniaux (1), comme la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie, la Turquie, la Chine, l'Argentine, le Mexique, le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud, etc.; enfin le Groupe III comprend les pays purement coloniaux, par exemple les Indes britanniques, les Indes hollandaises, le Maroc, l'Algérie, l'Egypte, le Congo, etc.

Déterminons maintenant, pour chacun de ces pays, le pourcentage de ses importations, provenant de chacune des 4 puissances mondiales. Pour cahque puissance mondiale, nous feorns le total de ces chiffres. Nous obtenons ainsi, pour chacun des 4 Etats mondiaux, une série de chiffres qui figurent l'expansion ou la compresion de son marché. Le tableau suivant donne les chiffres des importations provenant des 4 puissances à commerce mondial, pour les 3 différents groupes.

	GRANDE-BRETACHE		ALLEMAGRE		ÉTATS-UNIS		FRANCE	
	1900/04	1913	1901/05	1913	1901/05	1913	1901/05	1913
Groupe I	243.3	226.4	313.8	355.5	164.1	163.7	115.8	103.8
Groupe II.	340.5	313.1	126.8	168.8	223	225.9	56,6	55.7
Groupe III.	192.7	155	23	38.5	5.8	8.2	236.2	252.8

Il s'agit de bien interpréter ces chiffres. Ils ne représentent ni millions de marks, ni pourcentage. Ce sont, pour ainsi dire, des mesures, un index, qui n'ont de signification que par leurs variations au cours de ces 13 années. Ils montrent visiblement,

⁽¹⁾ Le lecteur comprend que nous entendons le terme « Colonie » au sens de la théorie de Luxembourg : pays non capitaliste, qui sert à écouler la plus-value des Etats capitalistes, sans nous attacher au sens politique.

qu'avant la guerre, la Grande-Bretagne devait ressentir un danger pour son marché colonial. La mesure des exportations de l'Angleterre par exemple, dans les pays purement coloniaux (Groupe III), n'était plus que 155 en 1913, au lieu de 192,7 au début du siècle; quoique la différence entre ces chiffres soit assez minime, elle représente, au point de vue absolu, des quantités de marchandises bien plus grandes. Ces chiffres montrent, quand même, que d'autres puissances se sont développées plus rapidement que l'Angleterre sur le nouveau marché colonial. Et ces puissances, c'était - le tableau le montre également - l'Allemagne et, en particulier, la France. Par contre, dans le groupe II, l'Allemagne prenait à elle seule la part du lion. Il faut évaluer différemment les chiffres du groupe I (Etats Capitalistes). Car, ici, il faut compter parmi les clients de l'Allemagne, l'Angleterre, la France aussi bien que les Etats-Unis, et inversement. Il faudrait rechercher le rôle qu'a joué le commerce de ces Etats, entre eux, ce qui n'offre aucun intérêt quant au but que nous nous sommes assignés. En outre, le caractère du marché colonial est tout autre. Chaque pays capitaliste l'utilise de plus en plus, pour y placer ses marchandises qui augmentent quantitativement. Le développement d'une autre puissance sur ce terrain est donc réellement dangereux, même si le commerce du pays considéré avec les colonies s'effectue encore dans des proportions élevées.

Ces tableaux nous offrent donc une image qui correspond à la théorie de Rosa Luxembourg. L'Angleterre se sentait menacée, non pas parce que le commerce extérieur de l'Allemagne sugmentait, d'une façon absolue, — car il faut aussi y comprendre ce que l'Angleterre achetait à l'Allemagne, et ce qui ne pouvait mettre l'Angleterre en danger simplement parce que l'Allemagne produisait beaucoup —, mais parce qu'elle voyait l'Allemagne lui rétrécir de plus en plus le marché colonial qu'elle conservait encore.

Dans une prochaîne étude, nous montrerons comment, après la guerre mondiale, les événements s'accordent avec la théorie de Rosa Luxembourg.

Julian Borchardt.

Le Congrès de Marseille

Le premier Congrès du Parti Communiste formé fin 1920 à Tours, fut la démonstration par le fait de la solidité et de la vitalité de notre nouveau Parti. Malgré la situation géorgraphique peu favorable du lieu de réunion du congrès par rapport à la plupart des fédérations du Parti, le Congrès, au point de vue matériel et moral, fut un véritable succès. La représentation fut nombreuse, attentive et bien disciplinée. Un travail formidable fut accompli. Des réunions de nuit succédèrent aux réunions bien remplies de la journée. Contre toute attente, l'ordre du jour, qui était écrasant, fut épuisé.

En effet, le Congrès de Marseille put traiter dans l'ordre et — sauf quelques incidents de la fin — dans le calme, tous les problèmes vitaux de l'action quotidienne du Parti, : politique générale, question agraire, rapports entre le Parti et les syndicats, défense nationale et antimilitarisme, lutle électorale, propagande chez les femmes, action coopérative, presse et finances du Parti.

L'abondance et aussi l'importance des problèmes à résoudre rendaient impossible une discussion détaillée et à fond. Mais, d'autre part, il faut noter que les problèmes étudiés à Marseille n'ont aucun caractère de nouveauté. À plusieurs reprises, ils furent discutés dans nos congrès nationaux et internationaux. Avant Marseille, les fédérations prirent connaissance des thèses du Comité directeur et durent les discuter en vue des mandats à donner à leurs délègations. Ajoutez que c'est pour la première fois que l'organisme ceratral du Parti prend l'initiative de proposer au Parti tout un programme sur presque tous les domaines de son action. On sent qu'il y a quelque chose de nouveau

dans le Parti : il y a une tête, une direction, une orientation, une volonté d'aboutir, au lieu d'une atonie générale et d'un piétinement sur place qui caractérisèrent l'ancien Parti, enserré dans son unité comme dans un carcan.

Mais le premier devoir d'un Parti révolutionnaire est de se critiquer lui-même, d'être de plus en plus exigeant envers lui-même. Tant que nous n'aurons pas renversé révolutionnairement le régime du massacre et de la misère, nous n'aurons pas fait complètement notre devoir et accompli notre mission de Parti de révolution. L'auto-critique est donc le premier de nos devoirs.

dans les cadres de notre régime maladivement individualiste — que cette auto-critique ait pris, dans l'incident Méric-Souvarine, un caractère par trop personnel. Nous n'accusons personne. Nous constatons. Pour faire objectivement cette auto-critique — Frossard en a donné l'exemple —, il a fallu non distribuer des censures, lancer des accusations d'hérésies serratistes non existantes, accuser telle ou telle personne de crimes imaginaires, mais : 1° faire le bilan exact de l'action du Parti depuis Tours; 2° répondre à cette question précise : le Parti fondé à Tours a-t-il vraiment rempli les engagements pris et agi selon l'esprit des vingt et une conditions?

II

Nos adversaires de mauvaise foi nous accusent d'avoir ajouté à ces « 21 conditions » une 22° disant ; « Les 21 conditions ne comptent pas. » C'est aussi méchant que faux. Dans le court laps de temps qui sépare Tours de Marseille, le Parti a brillamment liquidé le lourd héritage que lui avait légué l'ancien parti unifié. Il a réalisé la séparation, non seulement en haut — dans sa direction — mais aussi en bas, dans les groupes, les sections et les fédérations. Ce travail fut délicat. Les dissidents, désertant leur parti et piétinant les devoirs élémentaires de la discipline qu'ils imposaient à leurs adversaires pendant les années tragiques de

la guerre, enlevaient à nos organisations leurs ressources financières — simple vol! —, leurs journaux, leurs archives. Une cinquantaine de députés, de nombreux orateurs et propagandistes — produit d'un quart de siècle d'efforts et de sacrifices collectifs — désertèrent notre champ de bataille.

Le Parti tint bon. Il a reformé ses cadres, reconstitué son trésor de guerre, maintenu l'organe central du Parti, l'Humanité, en lui donnant un nouvel essor. Ses effectifs diminuèrent à peine. Il est le seul parti politique de la classe ouvrière de ce pays. Malgré le grand nombre d'hommes de valeur du « parti » dissident, des services immenses rendus dans le passé par quelques-uns d'entre eux, malgré l'appui de la presse bourgeoise et même du pouvoir, les dissidents n'ont aucune vie publique. Leur organe central végète. Ils ne peuvent organiser de réunions publiques que dans de rares régions. On peut même dire : les dissidents n'ont pas d'adhérents — sur une échelle nationale — mais des électeurs fidèles à leurs illusions.

Il ne faut rien savoir de la vie d'un parti, de ses difficultés et des conditions de son existence pour ne pas apprécier l'œuvre accomplie, pendant quelques mois, par le Parti Communiste constitué à Tours. Le Parti Communiste, né dans les douleurs, a vécu. Il s'est consolidé et est devenu une des plus fortes sections de la III° Internationale. C'est un résultat dont l'Internationale de l'action, notre mère, peut s'enorgueillir. Ce passé garantit l'avenir.

Cette œuvre de la constitution du Parti accomplie, le Parti Communiste avait, pendant les mois d'été, un devoir international à remplir : participer aux travaux du 3° Congrès mondial. Cette participation, il faut dire la vérité, ne fut pas brillante. Aucune idée ne fut lancée par la section française. La France communiste brillait par son absence dans les débats sur la situation mondiale, sur la siutation en Russie, en Allemagne, etc., et sur les problèmes de la tactique révolutionnaire internationale. Ce fait est explicable. Notre Parti est jeune, et il cherche avant tout à prendre l'air de la maison commune, s'orienter dans les nouvelles conditions de sa vie. Cette attitude quelque peu effacée de la délégation française au 3° Congrès mondial entraînaît néanmoins une diminution d'activité dans le Parti par suite de l'absence, pendant des mois, d'un grand nombre de militants actifs et dévoués. Si l'on ajoute les mois de préparation du Congrès de Marseille et d'élaboration de thèses, on doit honnêtement conclure : le Parti Communiste français a fait, pendant la première année de son existence, ce qui était, dans les conditions données, humainement pessible de faire.

HI

Cependant deux observations s'imposent, selon nous. Si le Parti a accompli une œuvre considérable d'organisation et de propagande, il y a pourtant quelques lacunes ou des faiblesses à signaler. Le caractère de cette propagande ne fut pas toujours à la hauteur de notre idéal communiste. On n'a qu'à consulter notre presse quotidienne et hebdomadaire, celle de Paris ainsi que celle de province. Cette presse laisse beaucoup à désirer. Peu de discussions sur des problèmes de tactique communiste. Il y a cependant des questions qui passionnent l'opinion. Il suffit de dire que le 3° Congrès de l'Internationale Communiste, avec ses débats du plus haut intérêt international, a passé presque inaperçu pour la France. Au fond, c'était le devoir de la délégation française et du délégné du Parti à Moscou de fixer l'attention des masses communistes sur ce qui s'était passé à Moscou.

La propagande doctrinale est presque nulle. Dans les réunions publiques, ce sont, pour la plupart, des discours sur des sujets d'actualité et d'une banalité exaspérante. Le Parti a à sa disposition deux écoles : l'Ecole du Propagandiste, fondée par la Fédération de la Seine, et l'Ecole Marxiste, sortie d'une initiative privée. Ces deux institu-

tions auraient pu donner à la propagation de nos idées un nouvel essor. Le Parti n'a presque rien fait pour développer, encourager et perfectionner cette double tentative intéressante. Leur existence, leur vitalité, malgré l'indifférence coupable du Parti, prouvent suffisamment qu'elles correspondent à un besoin réel. On diraît que la doctrine n'intéresse pas le Parti. Cependant, notre ami Frossard luimême n'a pas craint de dénoncer publiquement, à la Conférence des secrétaires du Parti, « la faiblesse doctrinale » de la section française de l'Internationale Communiste.

Les rares écrits communistes paraissant en France, comme, par exemple, les éditions de l'Ecole du Propagan-diste et les Cahiers de l'Ecole Marxiste, n'ont pas eu même le don de provoquer un article ou une courte analyse d'un de nos leaders. Personne ne les recommande, personne ne les critique (exception faite de quelques courtes notes, bienveillantes et substantielles, de Marcel Martinet, dont la rubrique a pourtant un caractère purement littéraire). Nous énonçons ces critiques impersonnelles non par amour de la critique. C'est plutôt pour réveiller les bonnes volontés, existantes mais assoupies.

Autre remarque. L'organisation du travail, au Comité Directeur, fut reconnue comme défectueuse. On perdait trop de temps pour les affaires courantes du Parti et l'on négligeait parfois, faute de temps, les questions les plus importantes. Le Parti a reconnu cette faiblesse et pris des mesures pour s'en débarrasser.

IV

Deux questions dominaient le débat sur la politique générale du Parti : les rapports entre la section française et le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste siégeant à Moscou. L'incident Souvarine n'aurait dû être traité que comme un cas spécial de ces rapports à déterminer. Ce problème est particulièrement complexe. Il s'agit de ménager à la fois l'autonomie, la dignité et la fierté révolution-

naire de chaque section nationale et de ne pas retomber dans les errements funestes de « la II° », qui n'existait pas, comme direction générale. En un mot, il faut concilier l'autonomie nécessaire avec le centralisme indispensable. J'ai cherché, malgré les attaques personnelles de Souvarine contre moi, à aiguiller le débat dans cette direction. J'ai résumé la double expérience de la « Ire » et de la IIe Internationales. L'Internationale fondée sous la direction spirituelle de Karl Marx a traversé deux périodes : 1° celle de la tolérance absolue envers les mutualistes français et les trade-unions anglaises où l'influence de Marx ne s'exercait qu'indirectement; 2° celle de la lutte contre Bakounine, où l'influence et l'autorité de Marx s'étaient fait sentir directement. Cette intervention directe du Conseil Général (C. E. de la Im Internationale) fut une des causes de la chute de l'Internationale. Le centralisme excessif est donc une chose à éviter.

Le mal qui a contribué à la mort de « la Deuxième » est d'un caractère opposé. Ce fut l'absence de toute autorité, de toute direction. On se faisait des politesses d'une section à une autre. Et le Bureau Central de Bruxelles fut une sorte de Clearing House — Chambre des Compensations — pour la rémission des fautes et des péchés communs ou réciproques.

Ma conclusion fut la suivante. Pour la bonne marche des affaires de l'Internationale, il faut que la direction soit centralisée et l'application localisée. La formule est claire : Centralisation de direction et autonomie d'application. Naturellement, aucune formule ne saurait épuiser le riche contenu de la vie, mais elle indique une orientation, une direction précise.

Autre conclusion. Entre Moscou et Paris doit s'établir un dialogue et non un monologue.

On a eu tort de voir dans cette formule tout objective une pointe contre Moscou. Son délégué, le camarade Walezki, en reprochant au Parti français sa carence dans la vie de l'Internationale, n'a pas dit autre chose que moi. J'ai d'ailleurs souligné que Moscou ne demande que cela. Nous avons comme devoir de préparer la révolution en France. Et l'on ne prépare pas la révolution sans initiative propre, qui suppose une vie pleine, riche et indépendante dans l'exécution du programme général et commun. Ce sont des vérités indiscutables.

J'avoue, à ma confusion, que nul membre du Congrès n'a repris le débat au point où je l'ai laissé. Les orateurs qui m'ont suivi ont vite glissé sur la pente du cas personnel de Souvarine. Le niveau de ce débat, il faut le dire, ne fut pas trop élevé, tout en restant, contrairement à ce qu'on a dit, digne et calme. Que l'on compare le Congrès de Marseille avec d'autres congrès où des discussions personnelles eurent lieu. Et l'on verra la différence des attitudes.

D'ailleurs, la discussion sur le cas d'un délégué n'est pas tout à fait personnelle. C'est une affaire de Parti.

V

Les problèmes suivants furent discutés : les rapports entre le Parti et les syndicats, la question agraire, la défense nationale, la propagande chez les femmes, la lutte électorale. Nous devons nous limiter ici aux quelques courtes observations sur les trois premiers problèmes, d'ailleurs les plus importants. En France, les rapports entre le Parti et les syndicats présentèrent toujours un problème délicat. Le Parti et les syndicats prétendent également à la direction de la même classe : la classe ouvrière. Dans les autres pays, ce sont à peu près les mêmes hommes qui président la fondation du Parti et celle des syndicats. Ces derniers reconnaissent l'utilité de l'action politique et voient dans le Parti le représentant légitime de la classe ouvrière. Il s'établit ainsi une division de travail entre le Parti et les syndicats. Le Parti défend les aspirations politiques et sociales de la classe ouvrière. Les syndicats mènent le combat économique de tous les jours sur le terrain professionnel. Les chefs des syndicats appartiennent au Parti, se font élire députés, participent à la direction du Parti. L'unité des deux organisations de classe est parfaite.

Autre chose en France. Les syndicats ou leurs chefs se sont souvent dressés contre le Parti Socialiste. L'action politique est bannie — et honnie — des syndicats. Un leader syndical qui oserait se présenter aux élections serait immédiatement accusé d'arrivisme et se rendrait impossible. Les deux organisations de la même classe ouvrière sont censées s'ignorer mutuellement. Les anarchistes, ennemis jurés de l'action politique sous la forme parlementaire et electorale, influencent fortement le syndicalisme français et l'utilisent, souvent, comme une arme contre le Parti.

La thèse syndicale élaborée principalement par Dunois se donne comme tâche de mettre fin à cet état de choses évidemment anormal : deux organisations prolétariennes qui se combattent ou s'ignorent. Dunois a-t-il réussi sinon à vaincre les difficultés pratiques, du moins à aplanir quelques obstacles d'ordre théorique? Théoriquement, oui. La thèse syndicale demande la coordination et rejette la subordination d'un organisme à l'autre. Mais en même temps elle enjoint aux membres du Parti dans les syndicats de faire une œuvre de propagande pour les idées communistes. Ce point de vue naturel a choqué les syndicalistes purs comme Mayoux et leurs partisans comme Lafont.

Pratiquement, les choses resteront en l'état. Les syndicalistes continueront à se méfier de toute action politique à l'aspect parlementaire et du parti qui pratique cette action. L'expérience, l'action seules peuvent peu à peu faire disparaître cette méfiance basée sur un triste passé. Un Parti Communiste vraiment révolutionnaire, vivant et actif, aura vite fait de conquérir les sympathies et l'adhésion active de tous les éléments révolutionnaires des syndicats. Les autres rejoindront les socialistes réformistes complices de la bourgeoisie gouvernementale et conservatrice.

VI

Le problème que la thèse agraire avait à résoudre est non moins complexe que celui de la thèse syndicale. En France, il y a des millions de paysans petits propriétaires que la bourgeoisie dresse contre le prolétariat militant. Le communisme ne saurait vaincre sans le concours des paysans. Il s'agit donc, tout en maintenant notre idéal communiste, de donner des apaisements aux paysans. Ce fut l'objet de la thèse agraire rédigée par Renaud Jean, qui connaît à fond la situation des campagnes.

On a trouvé que l'auteur de la thèse agraire a été, primitivement, trop loin dans ses concessions aux paysans. Il ne se contenta pas de donner l'assurance aux petits cultivateurs travaillant sur leur petit lopin de terre de leur maintenir leur petite propriété. Il voulait, en outre, leur assurer « la jouissance perpétuelle ». Il ne faut pas oublier que, même en France, les 3/5 du sol appartiennent à une infime minorité (69.000 familles environ) tandis que les 7 à 8. millions de petits paysans n'en possèdent que 2/5, soit moinde la moitié des terres cultivables. Ajoutez-y que les meilleu res terres, les meilleurs vignobles appartiennent aux gropropriétaires. Notre propagande dans les campagnes a donc une base très large d'opérations et des arguments puissants Il n'y a pas de doute que la thèse agraire contribuera puis samment à la diffusion de nos idées chez les paysans débarrassés de la légende des communistes expropriateurs de petits paysans-travailleurs.

La thèse sur la défense nationale, rédigée principalement par le directeur de la Revue Communiste, marque le progrès fait par le Parti tout entier en ce qui concerne le problème dit de la défense nationale. Le Parti Communiste est unanime à nier la défense nationale sous le régime capitaliste qui ne connaît que la défense capitaliste et qui se sert malhonnétement de la défense nationale pour défendre sa politique et ses intérêts de classe opposés à ceux du prolétariat.

La thèse fut heureusement complétée par la Fédération de la Seine et par les Jeunesses qui ont précisé et énuméré les moyens de lutte contre le militarisme et la guerre.

Le pacifisme pur défendu par Pioch, malgré le talent et les excellentes intentions de celui-ci, n'a pas pu convaincre la majorité du Parti. Le Congrès a applaudi quelques idées justes de Pioch ainsi que la générosité évidente de ses intentions, mais adopté, à l'unanimité, la thèse du C. D. hostile au « pacifisme » dont elle dénonce le péril. Le Parti Communiste est un partisan fanatique de la paix. Et c'est précisément pour cette raison qu'il dénonce d'idéologie pacifiste qui combat la guerre sans toucher aux causes qui la rendent inévitable.

VII

Nous arrivons à l'incident du dernier jour — ou de la dernière nuit — du Congrès : la non élection au Comité Directeur de Boris Souvarine, délégué du Parti à Moscou. Cet incident passionna le Congrès et provoqua la démission de ses amis : Loriot, Treint, Vaillant-Couturier, Dunois. Nous croyons pouvoir parler de cet incident sine ira et studio, objectivement. Il faut que l'on sache, en France et à l'étranger, la vérité sur cet incident qui peut avoir des conséquences indirectes dépassant son importance réelle.

Boris Souvarine est, au fond, très peu connu parmi les masses de militants. Il milita longtemps — pendant la guerre — parmi les minoritaires nuance Longuet. Il est venu au « Comité de la III° » avant le Congrès de Strasbourg, lorsque la bataille était presque gagnée. Il est énergique, un esprit clair et précis, un homme d'initiative et d'action. Mais il est jeune, sans expérience suffisante. Il n'est pas orateur. Son activité qui, pendant ces dernières années fut grande, échappait, par sa nature même, à la connaissance du public socialiste. Les masses ignorent, malgré le procès retentissant, Boris Souvarine et sa carrière socialiste d'ailleurs courte. On est plutôt enclin à l'estimer au-dessous

de sa valeur. Il est possible que, personnellement, Boris Souvarine soit disposé à exagérer dans le sens contraire : on a toujours les défauts de ses qualités. Placé, tout jeune et sans guides sûrs, au sommet de l'I. C., comme délégué du Parti à Moscou, il a eu la faiblesse de perdre trop tôt patience lorsqu'il croyait que tout ne marchait pas à souhait dans le parti, et aussi rapidement qu'il le désirait. Il se dressa violemment contre les plus vieux militants du Parti, écrivant d'innombrables lettres d'un ton injurieux au Comité directeur. Il a réussi ainsi, sans avoir accompli une œuvre positive connue, à armer contre lui presque tout le monde dans le Parti. Cette situation anormale augmentait sa nervosité, le poussait aux extrêmes. Il exagérait follement les coups d'épingle d'un polémiste comme Méric, dont tout le monde connaît la sincérité révolutionnaire, le talent et l'esprit frondeur d'origine libertaire. Il tirait sur lui à boulets rouges. Et il couronna le tout par l'invention d'une tendance nouvelle « serratiste », dont il dénonça brutalement les coupables : Fabre, Méric, Verfeuil, Rappoport, en demandant leur « épuration impitoyable ».

Le Parti ne connaissant pas — ou très incomplètement — les mérites de Boris Souvarine et ne voyant que cette agitation, ce trouble provoqué par lui dans le Parti, a cru nécessaire de l'écarter — momentanément — de la direction suprême du Parti, en accordant sa confiance à tous ceux qui ont fait triompher l'idée communiste et internationaliste dans le Parti, par leur activité pendant toute la guerre. La majorité du C. D. se compose des anciens membres du « Comité pour la III* ».

Où en est le crime ? Le Parti n'est-il pas libre de choisir les hommes et de les mettre chacun à sa place ?

Bœrne, le compatriote d'Henri Heine, a écrit un jour : « Le peuple a le droit de renverser son roi, même si seul son nez lui déplaît ». Le parti a le droit de juger ceux qui prétendent le diriger. Dans ces cas personnels, son jugement est sans appel. Le Parti, seul, peut reviser son jugement vil fut injuste.

Les amis de Souvarine ont pensé autrement. Ils ont attribué l'échec de Souvarine à une cabale, au triomphe de « la droite ».

Rien n'est plus faux. L'élection de tous les représentants de la gauche - si gauche il y a - prouve le contraire, ainsi que l'a remarqué Ker, l'ami de Souvarine. Souvarine seul est responsable de l'échec de Souvarine. Si chacun de nous avait agi comme Souvarine, il aurait subi le même sort. Le seul conseil utile que les amis de Souvarine puissent - et doivent - lui donner, c'est de tirer une leçon de modestie de ce qui vient de lui arriver. L'activité de Souvarine peut être bienfaisante pour notre cause à la condition qu'il ne se dresse pas seul contre son Parti en censeur. Nous sommes un parti communiste, et nous avons tous besoin de faire disparaître nos défauts et nos faiblesses chacun de nous en a - dans l'action commune et solidaire pour notre grande cause, qui peut se passer de nous individuellement, mais dont nous ne pouvons, heureusement, nous passer

Ce n'est un secret pour personne qu'il y a dans notre Parti, comme dans tous les Partis, des hommes de tempéraments différents — les uns inclinent vers « la gauche », les autres vers ce qu'on appelle « la droite ». Mais l'année qui vient de s'écouler a prouvé que tous sont animés de la même passion pour le Parti communiste. Tous travaillent dans la mesure de leurs forces au succès de notre Parti, instrument indispensable de révolution. Et il faut se bien garder de créer des cloisons étanches entre les camarades du Parti. Les nécessités de la lutte élèvent les militants à la hauteur de leur tâche. Et tel modéré d'hier sera le révolutionnaire le plus ardent de demain, et vice versa. Les intentions, le passé ne comptent plus; dans une révolution, seule l'action vivante compte. Je reconnais, avec mon ami Loriot, qu'il y a des « survivances » de l'ancien état d'esprit dans

le Parti Communiste Français. Mais il n'y a qu'un seul moyen de combattre solidairement ces « survivances » : la propagande et l'action quotidienne dans tous les organes du Parti et non la formation de « fractions » intérieures, de « tendances » qui, fatalement, menaceront l'unité du Parti et feront les affaires des dissidents. D'ailleurs, la démission « des quatre » fut reconnue par Moscou comme « une faute ».

Le Congrès de Marseille est la démonstration lumineuse que le Parti Communiste français est une force historique de premier ordre, consciente et cohérente. Le camarade Bordiga, délégué du C. E., l'a reconnu dans son discours vigoureux. Et ce ne sont pas des incidents personnels sans lendemain qui peuvent arrêter sa marche constante vers son but final : la Révolution sociale.

Charles RAPPOPORT.

EXISTE-T-IL UN PARTI COMMUNISTE BELGE

80

Au cours de mon dernier voyage en France, j'ai cru remarquer que les informations que l'on possédait sur le Parti Communiste Belge manquaient de précision. Or il est fort désirable que les communistes de tous les pays — et surtout des pays contigus déstinés à avoir des rapports plus fréquents — connaissent avec exactitude la situation de leurs partis respectifs. D'autre part, le Parti Communiste Belge vient de faire sa fusion, que nous voulons croire définitive. Il a lutté avec une courageuse faiblesse aux récentes élections législatives. Il s'organise. Il affirme, sinon une force réelle qu'il est loin de posséder, tout au moins un désir d'action et une volonté de développement remarquables. Il y a en lui de profondes réserves d'avenir. A tous ces titres, il nous a semblé qu'il ne serait pas inutile

d'indiquer ici la genèse des idées communistes en Belgique et de quelle manière le Parti qui les incarne peut revendiquer aujourd'hui son droit à l'existence.

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE AVANT ET PENDANT LA GUERRE

Le Parti Ouvrier Belge (P. O. B.) ou Parti Socialiste de Belgique a été fondé en 1885. Depuis sa création, il se compose de ligues ouvrières — sections politiques — en très petit nombre, de coopératives et, pour une immense majorité, de syndicats. Les « trois formes d'action ouvrière » : syndicale, coopérative politique, sont de tradition en Belgique. Le « socialiste complet » est celui qui participe aux trois moyens de lutte prolétarienne. A des degrés divers, cette situation se rencontre dans d'autres pays. Ce qui est spécifiquement belge, c'est l'union intime dans un seul groupement, la fusion du syndicalisme, de la politique et de la coopération.

Le Parti Ouvrier Belge est, dans la mesure où une comparaison est exacte, le « Trust de l'action ouvrière ». Sans doute, pour leur action spéciale, particulière, les syndicats et les coopératives sont indépendants du Parti politique, mais pour leurs directives générales, ils lui sont subordonnés. Cet état de choses offre pour les communistes les plus graves inconvénients. L'esprit du P. O. B. règne en maître dans les syndicats « affiliés » au Parti, et nombre d'ouvriers qui sont de cœur avec nous n'osent rejoindre nos rangs de crainte d'être expulsés de leurs organisations syndicales.

Le Parti Ouvrier Belge a toujours été réformiste. Ses chefs, Vandervelde, Destrée, Huysmans, d'origine bourgeoise, n'ont jamais, même à leur origine, été révolutionnaires. Ils ont toujours très habilement, et malgré une phraséologie d'allure parfois révolutionnaire, guidé les ouvriers uniquement vers les « réalisations » sociales. Plus de trente années d'une pratique identique, facilitée par les effroyables conditions économiques du prolétariat belge et sa profonde inculture, ont amené la majeure partie des travailleurs organisés à la préoccupation exclusive des améliorations immédiates, ou désintéressement complet de toute revendication idéale, à la soumission absolue aux chefs social-démocrates.

Avant la guerre, cependant, il existait déjà une opposition au sein du P. O. B. Elle était dirigée, incarnée, par Louis de Brouckère, considéré alors par tous comme une conscience droite, incapable d'aucune compromission. Autour de lui et de la revue La Lutte de Classes, était groupé un certain nombre de « jeunes », dont la plupart, reniant leur passé, ont suivi depuis lors les voies profitables du Social-Patriotisme.

................

La guerre est venue... avec la débâcle du socialisme belge. Sans aucune protestation, sans la moindre réserve principielle, les chefs de la Social-Démocratie ont pratiqué l'Union Sacrée avec frénésie. Ils ont appuyé « jusqu'au bout » la guerre impérialiste. Ils ont accepté, pendant toute la durée des hostilités, la collaboration ministérielle. Ils se sont refusés systématiquement à toute tentative de rencontre avec les socialistes même révolutionnaires des « Puissances ennemies », eux qui depuis lors ont mis leurs mains dans celles de Scheidemann et de Noske. Ils ont saboté Stockholm, d'où la paix aurait pu sortir deux ans plus tôt, et de ce chef ils ont, avec la bourgeoisie leur alliée, leur part de responsabilités dans le prolongement du massacre. Mais malgré de multiples difficultés, une opposition était née. Un certain nombre de militants restés fidèles à la conception de la lutte de classe et de l'internationalisme se comptèrent sur la tentative de Stockholm. Et à la Fédération bruxelloise notamment, les premiers « minoritaires » s'affirmèrent...

DE L'ARMISTICE A LA RUPTURE AVEC LE P.O.B.

Au premier congrès qui suivit l'armistice, en novembre 1918, « majoritaires » et « minoritaires » s'affrontèrent pour la première fois. Le Parti Ouvrier Belge allait-il continuer à collaborer au gouvernement bourgeois, comme il l'avait fait pendant la guerre, ou bien allait-il rompre l'Union Sacrée et reprendre son opposition principielle d'antan?

Telle était la question qui se posait. Elle fut résolue, à une immense majorité, dans le sens « collaborationniste ». Les « minoritaires » commencèrent alors leur longue et dure campagne pour le retour aux principes socialistes. Ils s'attaquèrent surtout à la collaboration ministérielle. Non pas qu'ils aient cru un seul instant que celle-ci s'upprimée, le Parti Ouvrier Belge aurait eu ipso facto une attitude révolutionnaire. Non, mais ils la considéraient avec raison comme le principal obstacle qui s'opposait à

ce que le P. O. B. revint aux principes socialistes. Supprimer la participation au ministère devint donc leur *Delenda est Carthago*. Et ce fut, pendant deux années, une lutte tenace, mais, quant au résultat, infructueuse.

LA REVUE COMMUNISTE

Pour appuyer leur action, les minoritaires avaient un hebdomadaire, l'Exploité, fondé à l'armistice par Jacquemotte. Pour soutenir ce journal, ils créèrent des groupes d' « Amis de l'Exploité », dont l'action devint suspecte aux majoritaires. Ceux-ci, au congrès de décembre 1920, voulurent en fait les interdire, en limitant leur action. Les minoritaires s'y refusaient, et en mai 1921, le III° congrès des Amis de l'Exploité décidait de quitter le P. O. B. et de constituer le Parti Communiste Belge.

LE PARTI COMMUNISTE BELGE

Au mois d'avril 1920, déjà, une première rupture s'était produite au sein du P. O. B. Un certain nombre de « Jeunes Gardes Socialistes » de Bruxelles — les Jeunesses Socialistes de France — avaient rompu avec le Parti Socialiste. Ils avaient constitué graduellement le Parti Communiste de Belgique et avaient créé un journal, l'Ouvrier Communiste. Ils constituaient la section belge de la III Internationale. Le devoir qui s'imposa, lors de leur rupture, aux anciens « Amis de l'Exploité », était donc nettement tracé. Se mettre en rapport avec Moscou et avec le Parti Communiste existant. C'est ce qui fut fait. Chacun des deux Partis envoya deux délégués à Moscou. Ils y reçurent comme instructions précises de faire la fusion et de participer à la campagne électorale législative. Les 4 et 5 septembre, eut lieu le Congrès de fusion, qui unit les deux Partis Communistes, et la vie commune commença.

La fusion formelle, extérieure, est facile. Il suffit d'une adhésion disciplinée à une directive de Moscou pour que deux groupes communistes se forment en un seul Parti. La fusion des cœurs et des intelligences est une œuvre plus longue et plus délicate. Elle ne peut être le résultat que d'une bonne volonté éclairée et sans cesse en éveil, d'un souci constant d'éviter les froissements inévitables. Nous sommes de ceux qui, ayant fait un effort sincère pour la fusion, veulent la croire solide et durable. Nous ne nous en dissimulons cependant pas les réelles difficultés. Nous voulons espérer qu'une bonne volonté réciproque,

et le désir de travailler pratiquement à un but commun, saura les faire disparaître.

Le Parti s'est attelé tout d'abord à une besogne de réorganisation et de propagande. Elle se poursuit en ce moment. La tâche qui s'impose à lui est ardue. Il s'agit de pénétrer dans les masses, de les convaincre d'unir leurs efforts aux nôtres, malgré la formidable déformation réformiste dont elles sont victimes. Il faut essayer de nous maintenir dans les syndicats, malgré les efforts des social-majoritaires pour nous en déloger. Il faut les « noyauter », c'est-à-dire les convertir à nos idées. Il faut surtout faire l'éducation de la classe ouvrière, essayer de lui faire comprendre, chose difficile en Belgique, que le réformisme est une impasse et que seule la méthode révolutionnaire peut assurer son émancipation.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Elle ne pouvait aboutir à des résultats satisfaisants. Elle n'a nullement été, comme le prétendent les social-démocrates, représentative de notre force réelle. La IIIº Internationale nous avait ordonné de lutter aux élections. Nous nous sommes inclinés, quoique étant dans des conditions difficiles, qui se sont encore aggravées par la suite. Tout d'abord, le Parti unifié venait de so former. Il avait besoin tout d'abord de s'organiser, de commencer sa propagande. Ensuite, il était composé en partie d'antiparlementaires de tactique, simplement résignés à l'action électorale, et enfin ses ressources étant très minimes - nous avonz dù lutter uniquement avec nos propres fonds -, nous n'avons pu donner à notre propagande qu'un développement réduit. Ajoutons qu'un peu avant les élections, les social-démocrates se sont retirés du ministère et ont, de ce chef, retrouvé les sympathies de nombreux travailleurs qui, sans cela, eussent voté pour nous. La situation a paru à ce point difficile et les chances de succès si aléatoires, que certaines fédérations, malgré les ordres du Comité Directeur, n'ont pas présenté de candidats. Ce fut une faute. Nous persistons à croire que des candidats présentés dans les régions industrielles de Liége et de Charleroi eussent pu recueillir un nombre de voix important.

On ne peut donc dire, nous l'avons indiqué précédemment, que le résultat obtenu correspond à la force réelle du Parti Communiste Belge. Il n'en est rien. Si la bataille avait été livrée avec tous les éléments matériels de succès, et avec la volonté bien arrêtée de marcher au combat, malgré toutes les difficultés, au lieu des 3 à 4.000 voix recueillies, il n'est pas exagéré d'affirmer que nous aurions pu en obtenir plus de cinquante mille.

VERS L'AVENIR

Nous avons essayé d'indiquer dans quelle situation difficile se trouve le Parti Communiste Belge. Peu nombreux, mais comprenant des camarades d'un réel mérite, il est fermement décidé à tous les sacrifices. Il a contre l'ui une bourgeoisie industrieuse et riche, qui se ressaisit de ses terreurs de l'armistice et qui mène la lutte des classes avec énergie. Il a comme principal adversaire la puissante Social-Démocratie, forte de ses 700.000 syndiqués. Mais le grand obstacle à sa propagande c'est la classe ouvrière elle-même, dont une notable partie est contaminée par le virus réformiste.

Cependant, la Foi de nos camarades ne faiblit pas. Ils sont fermement décidés à développer leur action et à atteindre puissamment les masses. Ils comptent sur la conjoncture économique — qui leur devient tous les jours plus favorable. Ils comptent surtout sur leur ardeur et leur force de travail. Ils se sont attelés à deux tâches précises. Développer leurs groupes, les renforcer en étendue et en profondeur. Renforcer leur librairie, qui a été jusque dans ces derniers temps un de leurs plus actifs moyens de propagande. Enfin faire le formidable effort nécessaire pour que leur journal, le Drapeau Rouge, hebdomadaire aujourd'hui, devienne bientôt quotidien.

Ils y réussiront. Et nous avons la conviction profonde que, dans un laps de temps peu éloigné, la Belgique, « terre des expériences sociales », comme on l'a surnommée, deviendra avec intensité « terre d'expériences communistes ».

Ch. MASSART.

LA TERREUR BLANCHE EN YOUGOSLAVIE

西田

A l'heure où la réaction bourgeoise poursuit dans presque tous les pays d'Europe le mouvement communiste, la terreur blanche en Yougoslavie ne serait pas une exception, si elle ne se présentait sous une forme particulière. Dans ce pays agricole, le mouvement communiste ne s'appuie que sur une classe ouvrière peu avancée; il a contre lui une jeune bourgeoisie arriérée, sans culture, combative et sauvage. C'est une oligarchie de profiteurs de guerre, d'exportateurs concussionnaires, de grands propriétaires, de petits usuriers, type spécial aux pays balkaniques, et les « begs » (grands propriétaires) musulmans. Ce sont là ceux qui exercent la terreur blanche en Yougoslavie. La monarchie militaire des Balkans les soutient; la puissante organisation secrète « Bela Ruka » (la Main Blanche), dont les membres eccupent les postes les plus importants dans la police et la gendarmerie, jusqu'au Conseil des Ministres, les encourage à déployer la réaction la plus noire.

C'est là le bloc qui gouverne en fait la Yougoslavie, considérant les partis parlementaires, tels que les radicaux, les démocrates et les Musulmans, plutôt comme figurants que comme majorité au Parlement; il s'est toujours heurté au Parti Communiste dans toutes les questions de la vie politique et économique, c'est pourquoi il a entrepris une lutte à vie et à mort contre lui, pour se débarrasser de son ennemi le plus fort et le plus dangereux.

Ce régime réactionnaire, l'incapacité de la bourgeoisie en face des problèmes sociaux, ont écarté, même après les premières désillusions de la classe ouvrière, les causes qui eussent permis le développement du social-patriotisme; dès ses débuts le mouvement communiste en Yougoslavie a été un mouvement de masse. Les social-démocrates ne représentent que le septième des forces du Parti Communiste. Il va sans dire que les syndicats passèrent au communisme, si bien que presque tout le mouve-

ment syndical était sous l'influence des communistes et y est encore actuellement officieusement. Ainsi, le mouvement ouvrier tout entier, qui s'identifie presque complètement avec le mouvement communiste, les syndicats et les organisations désormais détruites, subissent la répression formidable, la terreur blanche.

Une autre caractéristique de la terreur blanche en Yougoslavie, ce sont ses méthodes et ses formes purement balkaniques. Les idées européennes : « Constitution », « Loi », « Droit », « Souveraineté du Parlement », « Immunité parlementaire », « Liberté de la presse et d'organisation », « Liberté des organisations syndicales », « Droit de grève », etc., ont depuis bien longtemps perdu la signification qu'on leur accorde encore dans les autres pays européens. Ce sont des faits qu'il ne faut pas perdre des yeux pour bien comprendre la situation en Yougoslavie. Si la Yougoslavie est le pays le plus arriéré d'Europe, elle vient d'être la première à montrer le véritable caractère de la démocratie bourgeoise. Gouverner contre la majorité du peuple, en dépit des manifestations du mécontentement social, politique et national, que sa politique d'oppression a fait germer, malgré le chaos dont il est responsable; continuer de gouverner en foulant aux pieds la Constitution et les lois qu'il a faites, en s'appuyant sur la force des baionnettes

L'Assemblée Constituante perdit sa souveraineté au mois de décembre 1920, lors de son entrée en fonctions et après plus de deux années d'existence de l'Etat yougoslave. Le Parti Communiste qui y entrait avec 59 députés et entreprenait de lutter contre la dictature au sein du Parlement, fut déclaré hors la loi, par un coup de force. Le 30 décembre 1920, prenant prétexte de la grève générale de sympathie en faveur des mineurs en grève, qui avaient été militarisés, le bloc gouvernemental supprima par une simple ordonnance gouvernementale, la presse du Parti et des syndicats; les militaires occupaient leurs librairies et leurs imprimeries, les maisons du peuple; le droit de réunion était enlevé au Parti et aux syndicats; l'activité des syndicats étaît arrêtée et leurs caisses confisquées. Ainsi, le Parti Communiste perdait la liaison avec les masses ouvrières.

En juin, lorsqu'on voulut instaurer à tout prix la constitution hégémonique et centraliste, — la plus réactionnaire de toute l'Europe, — la Constituante n'était plus qu'un corps atrophiéLes Croates et les Slovènes boycottaient la Constituante; la majorité des paysans, de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie croate et slovène, qui sans doute est plus avancée au point de vue économique, se sentaient menacés dans leurs intérêts économiques, nationaux et spirituels, par une telle Constitution. Les radicaux et les démocrates ne disposaient pas de la majorité au Parlement; ils achetèrent pour 300 millions de dinars le club des begs musulmans, pour faire passer, à quelques voix de majorité, leur Constitution dictatoriale. Un pareil régime, et les persécutions permanentes de la classe ouvrière, provoquèrent finalement les attentats. A partir du 30 décembre, le but du P. C. Y. a été de faire rouvrir les syndicats et reconnaître le Parti comme légal. Si le Parti avait été reconnu légalement, en même temps que la Constitution était publiée, les éléments fanatiques qu'il renfermait n'auraient pas recouru à la terreur individuelle. C'est le contraire qui arriva, et il fut impossible au Parti, par cela même, de maintenir la discipline parmi ses membres; c'est alors que les deux attentats arrivèrent coup sur coup.

Le gouvernement saisit l'occasion pour instaurer un régime de franche terreur blanche. Durant deux mois, de véritables orgies terroristes furent célébrées dans le pays. Les syndicats, qui s'étaient reformés en juin, furent à nouveau dissous; la classe ouvrière fut livrée pieds et poings liés à l'exploitation capitaliste. Une chasse sauvage et effrénée commença contre tout ce qui avait quelque liaison avec le mouvement communiste. Par un nouveau coup d'Etat et en violation de la Constitution, la terreur blanche fut rendue légale par la résolution qui a pour nom : « La loi protège l'Etat ». En vertu de cette loi, les deux seules formes sous lesquelles se manifestaient l'activité légale du Parti lui furent retirées, c'est-à-dire la fraction parlementaire et la représentation communale. Les mandats des 59 députés furent annulés et un grand nombre d'entre eux arrêtés, les autres interdits. On enleva toute fonction aux administrations communales communistes, aux Conseils des communes et à tous les fonctionnaires communistes des administrations autonomes. En même temps, il devenait impossible aux communistes de présenter à nouveau leur candidature. La propagande et l'organisation communistes sont interdites sous peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à vingt ans, et par une nouvelle violation de la Constitution, sous peine de mort. Le gouvernement gorgeait en

même temps les prisons de dix mille communistes. Les tortures épouvantables des prisonniers, que des journalistes bourgeois ont aussi décrites, font pâlir l'inquisition du Moyen Age.

La fantaisie ministérielle et policière, le bouleversement des lois, l'atmosphère d'espionnage dans laquelle se trouve tout le pays, le sentiment d'insécurité générale et d'étouffement, ce sont les indices de la situation pendant les deux premiers mois de terreur blanche. Un horrible cauchemar semblait hanter l'énorme majorité de la population; la vie économique était suspendue; il n'existait plus de presse ni d'opposition dans le pays. Les partis d'opposition bourgeois se sont évanouis. Une censure épouvantable étouffa la presse d'opposition bourgeoise, qui d'ailleurs, était insignifiante. La presse gouvernementale est tombée de plus en plus au niveau d'un service de dénonciation et de police.

Les social-démocrates — ceux de la deuxième et de l'Internationale deux et demi — soutenaient la terreur blanche dans leur presse, participaient à la chasse aux communistes, espérant ainsi pouvoir se glisser à nouveau dans le mouvement ouvrier, dont les ouvriers les avaient chassés. En récompense, le gouvernement remit aux social-traîtres, sur leur demande, les caisses et les archives des syndicats, qu'il essayait de diviser avec leur aide; les Maisons du Peuple, que les social-traîtres affermèrent à des institutions bourgeoises, les rédactions, les administrations et les caisses du Parti Communiste et de la presse syndicale, qu'on utilisait pour répandre la calomnie sur le mouvement communiste.

La loi sur la protection de l'Etat repose principalement sur la soi-disant responsabilité du Parti Communiste dans les attentats. Mais cette loi avait été préparée bien longtemps avant les attentats et en partie publiée en automne 1920; le gouvernement en avait donné connaissance en avril, alors qu'il ne pouvait pas encore être question d'attentats. On poursuit encore l'enquête au sujet du premier attentat, quatre mois après qu'il a cu lieu, alors qu'elle eut dû être terminée, selon la loi, après un maximum de trois mois. On ne sait pas encore quand elle sera terminée, mais chacun se rend compte que le gouvernement tend à écarter un débat juridique, parce qu'il ne lui est pas possible, malgré les tortures qu'ont subies les prisonniers, d'établir la responsabilité du Parti Communiste. Les débats qui portèrent sur

le second attentat et qui viennent de prendre fin à Zagreb, ont démontré qu'aucun membre du Parti Communiste n'a été mêlé à cette affaire.

Les échecs économiques, financiers et politiques, ainsi que les autres conséquences du régime réactionnaire, ont déjà dépassé toute mesure. La chute du change et la perte du crédit à l'étranger, le fiasco de l'emprunt national, des échecs successifs dans la politique extérieure, les soulèvements dans le Sandjak de Novi-Bazar, les scandales, le mécontentement du peuple, tout cela commence à saper les retranchements de la terreur blanche. Le bloc gouvernemental commence à manifester sa décomposition. Effrayés des suites de cette politique, les partis du bloc gouvernemental s'efforcent de se décharger de toute responsabilité. Ils s'accablent de reproches et d'accusations réciproques. La situation politique et économique a changé; aussi l'opposition a commencé à redresser la tête. Ce régime subira le sort de tous les régimes réactionnaires.

Mais il vit encore et lutte par tous les moyens pour conserver le pouvoir. Le P. C. Y. et la classe ouvrière de Yougoslavie, qui actuellement se sentent isolés dans leur lutte contre la terreur blanche, ont le ferme espoir que l'un des facteurs qui amèneront la chute de ce régime, ce sera la solidarité internationale de la classe ouvrière.

Le Développement Économique

ET LA LUTTE DES CLASSES

EN GRÈCE

問題

I

On a par trop affirmé que la Grèce est un pays agricole et commerçant pour qu'il soit nécessaire de revenir sur le fond de cette question. Pourtant, à côté d'autres pays où l'industrie, à peine apparue il y a un quart de siècle, n'a pas fait de progrès considérables, toute rurale qu'elle soit, la Grèce subit, depuis quelque temps, une transformation.

Au lendemain de sa guerre d'indépendance (1821-1827), le pays s'est trouvé dans une situation vraiment extraordinaire. Tandis que, dans les autres pays européens, la culture amenait graduellement la transformation de la société et des conditions d'existence, le jeune Etat hellénique se débattait dans mille difficultés. Rongé par l'esprit de liberté absolue de ses habitants, leur esprit de favoritisme inouï, leur manque d'éducation civique et politique, il demeurait dans la pire stagnation. A la place des partis politiques, il n'y avait que des coteries stipendiées par les grandes puissances, l'Angleterre, la France, la Russie, etc.

Le peuple, qui, au début de son indépendance, avait montré quelques qualités politiques, se désintéresse de plus en plus de la situation politique et économique du pays, de la régression dans laquelle l'ont plongé et le patronage affectueux des grands de la terre, et l'avilissement de ses gouvernants.

Les intellectuels, peu nombreux, enfermés, eux aussi, dans leur langage puritain, incompréhensible pour les masses, ne faisaient rien pour secouer le pays de la torpeur dans laquelle il s'était jeté, dans un accès de désespoir. Le Grec, simple de manières, fortement imprégné des mœurs orientales, avait secoué un joug étranger et pourtant conservé beaucoup de tares des peuples orientaux.

Il avait horreur de tout progrès venu du dehors, parce que, auparavant, ce même progrès était dénaturé à l'orientale par l'immonde classe aristocratique de la Grèce moderne. Ce mélange de moralité païenne et en même temps chrétienne et d'immoralité byzantine avait laissé des tares trop profondes dans son caractère pour qu'il lui fût possible de profiter de son indépendance. La grande masse ne comprenant pas le vocabulaire de la classe dirigeante, était indignée et déconcertée mais laissait faire.

A côté de cela, la situation extérieure du pays, laissant à désirer, ne faisait qu'empirer la situation générale. La Grèce, pendant cinquante ans de vie libre, n'a fait ainsi que patauger dans des eaux marécageuses. Plus les coteries politiciennes, les milieux militaires et quelques néo-bourgeois se disputaient le pouvoir, plus la misère du peuple augmentait. Quelques intellectuels allaient au peuple, mais ce n'était que pour le tromper et ravir sa confiance.

De jour en jour, ainsi, la séparation des classes, inexistante au début et vers le milieu du xrx° siècle, s'accomplit lentement mais sûrement. D'un côté le pauvre artisan, le travailleur paysan, le marin, etc., se voient plongés dans la misère et l'exploitation. De l'autre côté, la jeune bourgeoisie, au début honnête et travailleuse, devient, après 1880, de plus en plus présomptueuse et oisive. Une haine commence à séparer la campagne travailleuse de la ville exploitrice; celle-ci préoccupée de trouver des moyens d'exploiter la campagne; celle-là, toujours trompée par les politiciens venant des villes, mais toujours en sourde révolte contre les citadins bourgeois. Le paysan de la Grèce continentale et de la Thessalie ne s'estime pas apparenté aux gens d'Athènes. La ville fait de nombreuses insurrections pour « changer d'amant politique », mais la province, la campagne, gémit toujours.

C'est alors que l'industrie a fait son apparition pour approfondir la séparation des classes et transformer une partie de la petite bourgeoisie des villes en prolétariat, d'abord ignorant, mais avide d'apprendre pour s'émanciper.

TI

Certes, on ne devait pas s'attendre à ce que l'industrie s'introduisit en Grèce, pays purement et uniquement agricole. Cependant sa position géographique a fait qu'une importante partie de sa population vit sur les côtes maritimes, nombreuses et bien situées. La Grèce d'avant 1913, contrainte par la Turquie d'Europe à ne pas songer au trafic par la terre, s'est mise à aller chercher ce qui était indispensable à sa vie par la voie maritime. Dès l'apparition du jeune Etat, son trafic maritime augmenta à vue d'œil. Le commerce d'importation et d'exportation a pris ainsi une place importante dans la vie nationale, et s'élevait à plusieurs centaines de millions de francs.

Ainsi, de gré ou de force, la Grèce est entrée dans la vie commerçante mondiale du xixº siècle. Le commerce a amené un plus grand rapprochement avec les pays avancés au point de vue commercial, industriel, etc., et incité les Grecs à faire passer leur pays par le même stade de développement et d'enrichissement général. La première industrie y a fait de cette facon son apparition, d'abord timidement, mais quelques années plus tard, d'une manière générale. Malheureusement, comme tant d'autres choses, la statistique est en état d'enfance en Grèce, et il est très peu facile de suivre la naissance et les progrès de la petite et de la grande industrie de ce pays. Comme l'exposait très clairement, dans un récent numéro de la Revue Communiste d'Athènes, notre ami G. Georgiadés, c'est vers 1880 qu'on remarque l'apparition de l'industrie en Grèce. A cette époque il v avait, à Athènes et au Pirée seulement, 22 établissements de grande industrie, et la petite industrie lui était proportionnelle. Mais depuis lors, les progrès ont été considérables. De 22 (1880), les grands établissements industriels montaient à 63 en 1900, et en 1920 à 120, tandis que, dans toute la Grèce, le nombre d'entreprises, petites, moyennes et grandes, s'élevait, en 1917, à 2213, et leur valeur montait à plus de 269 millions de francs. En 1920, il dépassait 2.000, leur valeur s'élevant à plus de 300 millions.

Le capital international commence à s'intéresser à l'avenir industriel du pays, en voyant qu'il peut prétendre à de copieux dividendes. Ainsi, depuis la fin du siècle dernier, les capitalistes grecs et étrangers ont su faire valoir à leur profit la richesse nationale qui, avant 1920, dépassait 10 milliards de drachmes (au pair). Comme on le voit, c'est surtout à partir du commencement du xx° siècle que le développement économique de la Grèce s'est affirmé, entraînant la prolétarisation d'une partie de la petite bourgeoisie et la transformation totale de la société grecque. En effet, quoique la production agricole ne diminue

pas, l'industrialisation du pays amène la concentration de larges masses travailleuses dans les grandes villes qui commencent à pulluler, proportionnellement à la population totale. Dans un quart de siècle, la population des villes augmente de 35 0/0, à mesure que chaque ville devient un centre industriel. Naturellement, la petite et moyenne industrie, routinière et ne faisant travailler que quelques ouvriers, tient encore une large place dans le tableau que présente la Grèce économique actuelle, mais son apport décroît de jour en jour. En 1920, la grande, la moyenne et la petite industrie se partageaient la production totale comme suit : 62 0/0, 28 0/0 et 10 0/0.

A côté de l'industrie proprement dite, la production minière, les chémins de fer, le commerce maritime prennent un essor très important. Dès que le pays est entré dans l'ère industrielle, les établissements financiers commencent à pulluler, malgré la crise qui sévit depuis la guerre et surtout depuis 1919-1920. Pour se rendre mieux compte de l'évolution industrielle du pays, il importe de noter que le nombre des ouvriers dépasse 160.000, auxquels il faut ajouter les fonctionnaires et les instituteurs; ensemble le nombre des travailleurs de toute sorte atteint les 200.000, dont 50.000 sont des ouvriers des tabacs, 24.000 du textile, 12.000 marins, plus de 10.000 cheminots, plus de 8.000 mineurs, 7.000 métallurgistes, 25.000 employés de commerce (1).

III

On voit ainsi qu'en proportion de la population totale du pays, la classe ouvrière a pris une place considérable et sert à nous montrer la séparation de la société grecque en classes sociales, du point de vue marxiste. En effet, depuis 1910, l'industrie, le commerce, etc., s'assurant un grand essor, la grande bourgeoisie qui en sortit prétendit tout de suite assumer le gouvernement du pays. Contrairement à ce qu'affirme un auteur marxisant grec, le très regretté G. Scliros, dans son important ouvrage : Les problèmes présents de l'hellénisme, l'arrivée de M. Vénizelos au pouvoir n'a été imposé que par le développement économique du pays. La classe sociale qui prenaît le dessus constatait

⁽¹⁾ C'est notre camarade Benaroyas, le vaillant leader du mouvement prolétarien gree, actuellement en prison, qui donne ces chiffres dans une récente étude.

que les vieux partis, démodés et rétrogrades, ne pouvaient pas bien la servir. La formation du parti libéral fut, par conséquent, l'avènement de la grande bourgeoisie grecque (industriels, propriétaires fonciers, armateurs, gros commerçants) au pouvoir, son intervention effective aux affaires publiques. Que certains socialistes grecs ou se prétendant tels, ne s'étonnent donc pas de l'évolution réactionnaire du parti vénizeliste libéral. Son arrivée triomphale au pouvoir, il y a plus de dix ans, consacra solennellement la lutte des classes en Grèce.

Jusqu'alors, la classe capitaliste hellénique, à peine sortie de la petite bourgeoisie, ne savait que faire dans ses nouvelles fonctions. Ayant besoin de la sympathie, ou au moins de la nonhostilité des autres classes en voie de formation, elle se disait vo-Iontiers radicale, ultra-libérale, se prononçait contre les vieux partis rétrogrades, etc. Mais dès que son parti à elle, le parti libéral, ayant à sa tête M. Venizelos, bien équipé et organisé à l'européenne, a été mis sur pied, les véritables sentiments de la bourgeoisie ont été dévoilés. L'impatience de la nouvelle classe dirigeante en Grèce se manifestait de plus en plus, avec le développement de la grosse industrie. C'est ce qui explique pourquoi la Grèce est entrée successivement dans la guerre balkanique, la guerre mondiale, la nouvelle croisade contre l'Islam (1920-1921). L'expansionnisme était le corollaire indispensable de l'avènement au pouvoir de la bourgeoisie capitaliste grecque. De là le nationalisme intégral, les combinaisons criminelles de Vénizelos et de Constantin.

Le deuxième quart du xx° siècle trouve la Grèce en pleine effervescence sociale. Là aussi la crise économique a été la conséquence immédiate de la guerre et fut doublée de la crise politique, unique dans l'histoire de la Grèce moderne. Les acquisitions territoriales du pays, successives et très importantes, entraînent la transformation de l'Etat également. Son budget de 120 millions (1912) s'est élevé à un milliard, tandis que ses dettes, de 250 millions en 1893, montent à 41/2 milliards en 1920, et le déficit atteint le milliard, comme l'indique d'une façon concrète un spécialiste des questions financières de grande valeur, M. E. Pharmakidès, dans son livre sur Le Change international pendant et après la guerre.

La crise générale s'est abattue aussi sur la Grèce, qui en souffre bien davantage, à cause de son faible organisme. Comme partout ailleurs, dans la classe ouvrière la misère augmente, et l'abîme qui sépare les classes se creuse de jour en jour plus profondément. Le même phénomène se manifeste dans la classe paysanne. Sa récente révolte contre les propriétaires fonciers, en Thessalie (voir mon article dans l'Humanité du 22 août 1921), noyée dans le sang, montre que, aussi bien à la ville qu'à la campagne, la classe dirigeante est spoliatrice et persécutrice.

On pouvait croire que la chûte du gouvernement libéral vénizéliste, il y a un an, amènerait également le renversement politique de la grande bourgeoisie. Il n'en fut rien. Le nouveau régime choisi par la bourgeoisie et la classe paysanne moyenne se vit vite obligé de gagner les faveurs de la classe capitaliste, vénizéliste jusqu'à ce moment, et finalement de se mettre à satisfaire ses désirs, tant au point de vue intérieur qu'en matière de politique étrangère. Le capital étranger, allié à celui de la bourgeoisie grecque, assume sans interruption, depuis dix ans, le pouvoir politique en Grèce. Le développement de la bourgeoisie passe par les mêmes phases que celui de la bourgeoisie mondiale : douceur d'abord, présomption ensuite, réaction féroce à la fin. A la seule différence qu'en Grèce la classe sociale dirigeante brûle les étapes et, sans s'arrêter dans la deuxième phase, se lance dans le stade de la réaction la plus odieuse. Rien ne l'arrête plus. Elle est à la hauteur de la bourgeoisie capitaliste des pays les plus réactionnaires. Elle a un budget colossal, des impôts qui réduisent à la misère les ouvriers et les paysans, un expansionnisme sinon un colonialisme, ses fascistes, sa crise économique à l'instar de la crise mondiale. Rien ne lui manque. Fatalement elle a en face d'elle le communisme, représenté par le Parti Socialiste Ouvrier et la C. G. T. de Grèce. Les grèves se succèdent dans tous les points du pays, tant en Macédoine qu'en Grèce continentale. M. Vénizelos avait très bien saisi, il y a presque un an, cette transformation de sou pays. Il n'a pas hésité à proclamer que le socialisme était l'ennemi du régime économico-social établi en Grèce depuis un quart de siècle. Il n'a fait que relever le défi que venait de lui lancer la classe ouvrière de son pays en s'organisant dans le jeune P. S. O. et dans la C. G. T. Il ne pouvait pas faire autrement. La Grèce, plongée dans le marasme d'avant 1880, ne devait attendre ni lutte des classes, ni progrès économique. Mais dès qu'elle est entrée dans la première phase capitaliste, elle a constaté qu'elle

53

ne pouvait plus reculer. Elle devait ou bien revenir en arrière, ce qui d'ailleurs lui était impossible, ou bien se lancer sans hésitation dans son nouveau chemin. Elle a préféré la seule solution possible. Le chemin parcouru montre qu'elle marche à pas lents mais sûrs. Les idoles du dieu capital s'y élèvent comme partout ailleurs. Malheureusement pour lui, dès sa naissance, il voit s'avancer son fossoyeur, le prolétariat citadin et rural, et la lutte des classes dans tous les domaines. Des escarmouches ont lieu; attendons avec confiance les batailles décisives.

Démètre Pournaras.

LETTRE DE LA MARTINIQUE

西爾

Au point de vue politique, nous nous trouvons ici en plein chaos. La masse des travailleurs, quoique honteusement exploitée, reste insensible et inorganisée. Elle est victime non seulement de l'Usine, mais encore de l'Eglise et des politiciens petitsbourgeois, opportunistes et faiseurs de dupes.

La réaction se présente ainsi : d'abord l'Usine. Elle possède les deux tiers du pays; ses terres sont les plus fertiles et les mieux situées; ses produits sont destinés à l'exportation; à sa tête se trouve une aristocratie puissante dont les éléments se trouvent unis par le même préjugé de race ou de couleur. Au point de vue de la politique locale, c'est un facteur très important.

A côté de cette puissante machine d'exploitation, se trouve l'Eglise. L'une est le support de l'autre. L'Eglise joue le rôle de domestique de l'Usine, car le temporel passe avant le spirituel, celui-ci appuyant celui-là. L'Eglise, d'ailleurs, de tout temps, n'a jamais eu qu'un rôle de soumission et de résignation. Partout où il faut entretenir les vieilles idées de la nécessité du pauvre ct du riche, l'Eglise est là. A la Martinique, l'Eglise est d'une force sans égale. La même foule qui, toute la semaine est courbée ur les champs, sur les métiers, se presse le dimanche dans nos petites églises de village.

Quelle est l'attitude de la moyenne et petite hourgeoisie, en face de ces deux forces coalisées ? Cette classe intermédiaire qui

subit toutes les fluctuations économiques et politiques, a donné son concours à l'usine, après avoir subi une scission politique, provoquée par une scission du groupe usinier. Les usiniers qui, fondamentalement, restent solidaires les uns des autres, ont semblé se diviser politiquement en deux groupes : groupe Rimbaud-Hayot et groupe Clerc; les moutons ou les arrivistes de la moyenne bourgeoisie sont entrés dans l'un ou l'autre groupe, en sorte qu'on voit un Lemery avec un Rimbaud, un Lagrosillière avec un Clerc. Mais au fond, tous sont d'accord pour égorger l'agneau prolétarien. Au point de vue international, l'homme au couteau entre les dents est leur épouvantail et leur ennemi à tous; Lénine et Trotsky sont à leurs yeux les plus beaux spécimens de la barbarie.

Nous sommes un petit noyau très peu nombreux, très faible encore, qui essaie d'éveiller la conscience de classe chez les travailleurs; la forêt est encore vierge, mais que diable, nous réussirons à y faire quelques trouées.

Aidez-nous dans cette œuvre, envoyez-nous du matériel de propagande! L. M.

CHINE. - LETTRE DE CANTON

100

Après la victoire du bolchevisme en Russie, un grand mouvement révolutionnaire a animé les masses ouvrières dans tous les pays. Depuis 1917, le nombre des communistes n'a cessé d'augmenter dans le monde entier.

En Chine, les organisations communistes ne se forment que difficilement, malgré les efforts de la jeunesse pour les développer. Les adversaires, conservateurs ou traditionnalistes, s'agitent : « Le Capitalisme s'est développé et a atteint son plus haut degré en Occident, disent les uns, il est donc naturel qu'une solide organisation de travailleurs se trouve à l'opposition. La Chine, elle, est un pays où le capitalisme n'a pas encore pénétré, le socialisme y serait donc sans raison. » D'autres disent : « Sans le Capitalisme, l'idée socialiste ne pourra se réaliser. C'est le cas de la Russie. Le Capitalisme n'y étant pas encore développé, le régime soviétique actuel y rencontre d'énormes difficultés. Si, en Chine, on voulait réaliser un Etat communiste, il faudrait

attendre que le Capitalisme y ait pris pied et s'y soit développé.»

Ceux qui parlent ainsi n'exercent évidemment aucune influence sur la jeunesse clairvoyante, mais ils rendent particulièrement pénible la tâche des propagandistes communistes. Il nous saut donc établir des relations étroites avec le prolétariat des autres pays, pour accomplir la tâche qui nous est dévolue.

Quand le Bolchevisme sera réalisé en Chine, celle-ci n'aura pas à redouter le blocus des capitalistes étrangers, grâce à sa richesse naturelle. Admettons, comme le veulent nos adversaires, qu'il n'y ait pas de Capitalisme chinois, il en ressort que les ravages du Capitalisme seront épargnés à la Chine. C'est un avantage pour le prolétariat; nous pourrons alors contribuer, dans une large part, à consolider les soviets russes et à achever la Révolution mondiale.

R. A.

N. D. L. R.

Nous publions cette lettre à titre documentaire.

Comme marxistes, nous savons que l'étape capitaliste précède, comme règle générale, l'ère communiste. Mais la Chine, fout en n'ayant pas jusqu'ici son capitalisme à elle, subira comme la Russie tsariste, le joug du capitalisme étranger. Et la flutte contre le capitalisme prendra inévitablement un double caractère : économique, national. Cette circonstance ne peut que doubler sa force. Il faut donc envisager l'avenir avec espoir.

A TRAVERS LES LIVRES

四日

PAUL LOUIS. — La Crise du Socialisme Mondial (Alcan), pp. 192.

La Revue Communiste (1) a déjà présenté à ses lecteurs Paul-Louis, le plus fécond des auteurs socialistes français, le mieux informé des affaires internationales. Paul-Louis ne cesse pas de suivre, au jour le jour, tout ensemble, la politique internationale et le mouvement social. Son nouveau livre est un précieux recueil des documents explicatifs du mouvement socialiste des dernières années. Les documents sont méthodiquement classés et sobrement commentés. Nous y trouvons des études sur le socialisme d'avant-guerre et d'après-guerre, sur l'écroulement politique de l'Europe, sur la dislocation de la II° Internationale et sur le développement de la III°.

Paul-Louis n'est pas pessimiste. Il ne voit dans « la crise » du socialisme mondial autre chose qu'une manifestation de force, un stade de « croissance ». Nous aurions dit tout simplement : il y avait toujours eu deux socialismes : le socialisme réformiste qui a abouti logiquement à la collaboration avec la bourgeoisie contre-révolutionnaire, et le socialisme révolutionnaire, qui a suivi une courbe ascendante pour arriver au communisme russe, maître d'un Empire et fondateur de la III qui prépare méthodiquement la révolution mondiale.

Nous recommandons le nouveau livre de Paul-Louis à tous ceux qui veulent étudier notre mouvement en se basant sur des documents de première main. Les livres de Paul-Louis ont cette précieuse qualité qu'ils nous donnent, par leur documentation probe et précise, des armes pour combattre les conclusions de l'auteur lui-même si celles-ci, par hasard, ne sont pas conformes en tous points aux faits honnêtement exposés.

Ch. R.

Voir R. C. n. 4, juin 1920, p. 379.

Alfred PEVET. — Les Responsables de la Guerre (Paris, Librairie de l'*Humanité*, 142, rue Montmartre, 1922), VII, pp. 520.

Il y a une sorte d'idiotisme propre à tous les spécialistes, à tous les techniciens — disons, pour être poli, une sorte de daltonisme — qui leur fait croire qu'eux seuls sont capables de juger tout ce qui s'attache à leur spécialité. Les diplomates soni les spécialistes, les techniciens de la fourberie, de la duplicité et du mensonge qu'ils élèvent à la hauteur d'un système de gouvernement du monde. Et ils sont convaincus qu'il faut être « de la carrière » pour comprendre quoi que ce soit à leur métier, pour pénétrer les arcanes de leur profession. Le livre de notre camarade Alfred Pevet est une nouvelle preuve qu'il ne faut pas être diplomate de carrière pour s'orienter dans la cuisine diabolique des sorciers de chancelleries. A. Pevet débrouille avec aisance et une modération de ton d'autant plus méritoire qu'il s'agit d'un crime monstrueux, l'écheveau des intrigues qui ont amené le massacre mondial.

Comme marxistes, nous aurions des raisons de nous montrer insatisfaits du livre de notre ami. Car, pour nous, les vrais responsables de la guerre se trouvent dans le milieu économique. Les diplomates et les gouvernants ne sont que les instruments des financiers et des industriels métallurgistes, des flibustiers coloniaux et des banquiers de haut vol. Mais quand on étudie un crime, il est intéressant d'en connaître et les mobiles et les instruments. Puis, quand il s'agit des instruments vivants, des hommes, l'instrument a sa part d'action et de réaction. L'agent diplomatique ou politique du capital agit selon sa nature spéciale et assume une certaine responsabilité. En paralysant la main qui exécute, nous pouvons empêcher l'exécution du moins immédiate de l'acte.

Les difficultés inhérentes au problème des responsabilités diplomatiques et politiques de la guerre résident dans ce fait que MM. les diplomates et les politiciens ont un intérêt opposé à celui de l'historien. L'historien cherche la vérité, toute la vérité, — si ce n'est pas un historien à gages ou volontairement aveugle —, tandis que le diplomate et le politicien ont intérêt à la dissimuler. C'est un véritable jeu de cache-cache. Pevet a eu le mérite d'arracher aux dissimulateurs professionnels quel-

ques bribes de vérité. Les documents belges découverts par les Allemands pendant la guerre — les Allemands étaient intéressés à dissimuler leurs crimes et à découvrir ceux des autres — et les documents russes publiés par les Soviets, ont grandement servi notre auteur qui a su les utiliser à merveille.

Le livre d'Alfred Pevet mérite une étude spéciale. Un compte rendu ne saurait donner qu'une appréciation par trop brève de ce travail consciencieux, précis, bien pensé et d'un exposé clair. Pevet fut mobilisé pendant la guerre et c'est aux tranchées ou comme automobiliste au service des armées que notre auteur ruminait son livre. Son ami, M. G. Demartial, qui a, lui aussi, contribué à élucider le problème des origines diplomatiques de la guerre, nous le raconte dans sa préface.

La France n'a pas encore « libéré sa conscience » : elle n'a pas dénoncé les auteurs français de la guerre. Le peuple ouvrier, dans son élite, les connaît. Mais les historiens français, les écrivains et surtout les journalistes français ferment les yeux et se houchent les oreilles : on ne plaide pas contre soi-même. L'égoïsme national rend sourd et aveugle et surtout immoral ou amoral. Nous ne croyons pas aux particularités innées nationales ne varietur, éternelles. Mais il est certain que la sensibilité particulière aux Français leur rend l'objectivité plus difficile qu'aux autres peuples. On aime - ou on n'aime pas - le Francais, non pour ce qu'il fait, mais pour ce qu'il est. La personne domine l'œuvre. La passion domine la vérité à moins que la vérité ne devienne, chez les Français, une passion. Alors elle devient flamme et dévore tout. Je suis sûr que, le moment venu, il s'élèvera en France contre les vrais responsables - indirects; n'oublions jamais la vérité marxiste, qui est celle des causes « premières » — une clameur telle qu'elle dépassera tout ce qu'on a entendu jusqu'ici dans les autres pays. En attendant, le livre de Pevet, document de première importance, est une preuve qu'il est difficile, à notre époque, d'enfouir toute la vérité dans les poussières des Archives nationales et — nationalistes. Il se trouve toujours quelqu'un pour troubler le sommeil de ces témoins enchaînés et bien gardés. Nous ne dissimulons pas notre joie que ce quelqu'un soit des nôtres. Pevet a dénoncé quelques criminels. Il reste encore à dénoncer le plus grand parmi eux : le Régime Capitaliste, le responsable des responsables, le père des criminels.

Après les comparses, l'artisan principal!

Ch. R.

La Révolution russe et les Intellectuels.

UNE NOUVELLE ORIENTATION (Smiena Wiekh,

en russe), par MM. Khoutchnikoff, Oustria-Loff, Loukjanoff, Bobrischtcheff-Pouchkine, Tchakhotine, Potiekine. — Edité à Prague, pp. 184, prix 8 fr. « Nacha Rietch », Praha II Kaserin skà ul. ê 40. Tchécoslovakie.

Ce livre sera époque dans l'histoire des intellectuels russes et de seurs rapports avec la Révolution communiste. Dans aucun pays les intellectuels ne jouèrent un rôle aussi décisif qu'en Russie. Nous désignons sous ce nom des hommes qui vivent par et pour leurs idées, par et pour leur instruction, et qui mettent leurs ressources et, souvent même, leur vie au service de leur idéal politique et social. Les intellectuels — peu importe leur profession! — furent à la tête du premier mouvement révolutionnaire organisé et conscient — celm des « Décembristes » (1825). Leur martyre qui semblait, au milieu de l'indifférence de tout un peuple, absolument inutile, inspira des générations d'autres intellectuels qui, sous l'influence de Tchernichevsky, Bakounine, Herzen, Lavroff, répandirent, pendant les années 1860-1880, de nouvelles idées socialistes.

Ce furent également les intellectuels qui dirigèrent le mouvement terroriste (1878-1887) succèdant au mouvement « populiste » (« nardnitchestwo »), véritable apostolat socialiste, dans plus de trente provinces russes dont plusieurs sont plus étendues que la France.

Après l'échec du mouvement terroriste, ce sont de nouveau les intellectuels qui organisent, au prix de sacrifices sans nombre, les premiers cercles ouvriers et fondent le Parti Social-Démocrate, parti ouvrier à la mode occidentale, ayant, comme base théorique, la doctrine marxiste (1883).

La Social-Démocratie se divise, en 1903, en deux fractions : les « mencheviki » (minoritaires) et les « bolcheviki » (majoritaires). Les chefs de ces deux fractions sont des intellectuels : Plékhanoff et Lénine.

La révolution prolétarienne d'octobre 1917 rejeta l'immense majorité des intellectuels de « l'autre côté de la barricade ». Les intellectuels sabotèrent la révolution, en désertant leurs fonctions et en émigrant, pour la plupart, à l'étranger pour lancer, de leur exil volontaire, de multiples assauts — militaires ou idéologiques — contre leur pays en révolution.

Ce fut indubitablement une faiblesse pour la révolution, au point de vue de la réorganisation du pays sur de nouvelles bases. Ou manquait — et l'on manque encore — de forces intellec-

tuelles pour réorganiser tous les services publics du nouveau régime. L'intellectuel russe est profondément honnête, laborieux, instruit et capable de tout supporter pour son idée. La révolution sans les intellectuels fut une révolution décapitée. Si sa marche fut précipitée et, pour ainsi dire, allégée, à la suite de ce sauvequi-peut des intellectuels — qui, en Russie, prennent les idées au sérieux et les discutent parfois trop longuement — l'œuvre de l'organisation, plus difficile au lendemain de la révolution que celle de la destruction, eut beaucoup à souffrir de cet absentéisme des cerveaux. Ce fut une crise de direction et d'administration.

Les chefs de la révolution, qui ne reculent devant aucune difficulté et qui croient, à l'instar des hommes de la grande épopée révolutionnaire française, que l'impossible n'est pas un mot russe, cherchèrent à suppléer au manque de forces intellectuelles et techniques, par une formation rapide de l'élite de la nouvelle classe dominante : le Prolétariat. Ils auraient peut-être réussi sans l'infâme guerre ploutocratique déclarée à la Russie ouvrière et paysanne, pacifique par principe, par goût et par intérêt.

La guerre se rallumant sans cesse sur d'innombrables fronts, absorba quasi toute l'élite prolétarienne formée à la dure école bolchevique.

Les intellectuels se battirent en vain contre le prolétariat dirigé génialement par une poignée de bolcheviks se groupant autour de leur chef à la fois irréductibles quant aux principes fondamentaux, et extrêmement souples quant à leur application : ils furent battus, et, ce qui est plus important, ils se reconnaissent eux-mêmes comme battus.

Cette défaite des intellectuels antibolcheviks eut, comme conséquence, un réveil de l'esprit critique d'un groupe important d'écrivains, de publicistes et d'hommes politiques qui se posèrent cette question : « Est-il dans l'intérêt de la Russie de continuer une lutte désormais inutile? Ne vaut-il pas mieux servir son pays en collaborant avec un pouvoir solidement assis et qui a prouvé brillamment sa vitalité? »

Le livre Smiena Viekh, que je traduis, librement: Une nouvelle orientation (littéralement: déplacement des jalons), est une réponse affirmative à cette question. Cette œuvre collective est écrite avec beaucoup de talent et une sincérité indiscutable — pour tout homme impartial.

Le titre lui-même est une allusion à une autre œuvre publiée en 1909 par des « marxistes » désabusés (MM. Berdiaeff, Boulgakoff, Isgoëff, Struve, Frank, etc.), qui « révisèrent » les idées et les programmes marxistes pour retomber dans l'idéologie platement bourgeoise soigneusement enveloppée de nuages d'une épaisse métaphysique allemande. Ce fut une véritable réaction intellectuelle, une abdication devant la réaction tsariste triomphante, après l'écrasement de la révolution de 1905. Ges hommes qui sont passés, sous le couvert d'idéalisme, de spiritualisme, de

61

nationalisme et même d'un néo-christianisme, dans le camp réactionnaire et contre-révolutionnaire sont, aujourd'hui, sauf quelques exceptions à la tête de la contre-révolution anticommuniste. Et ce ne fut pas une idée heureuse de choisir, pour marquer une adhésion à la révolution, un titre qui rappelle, au contraire, une reculade vers l'esprit réactionnaire. Il suffit de citer une phrase des auteurs de l'autre Orientation pour en caractériser l'esprit : « Tels que nous sommes, écrit un des auteurs de l'Orientation de 1909, non seulement nous ne devons pas rêver de nous confondre avec le peuple, mais le redouter plus que tous les supplices du pouvoir — il s'agit du tsarisme — et bénir ce pouvoir qui, avec ses baïonnettes et ses prisons, nous sauve de la fureur populaire ».

La nouvelle orientation de 1921 tend, au contraire, la main à la révolution partie des « fureurs populaires », et accepte son pouvoir au service des masses laborieuses. Comme la solidarité avec les masses — le « front unique » des intellectuels et du peuple — fut toujours l'idée des intellectuels révolutionnaires, la Nouvelle orientation n'a rien de commun avec celle de 1909, qui a abouti à l'aventure stupide et criminelle du général tsariste Wrangel aidé par l'ex-marxiste Pierre Struve, émule malheureux de M. Millerand qui, lui, n'a rien du philosophe...

Mais, titre à part, la Nouvelle orientation contient une foule d'idées justes, présentées dans un langage magnifique. Les chefs de la révolution russe ont apprécié et même glorifié ce changement du front intellectuel. Il peut avoir une portée historique. L'intellectuel russe est, de sa nature, maximaliste, « jusqu'auboutiste ». Il a le courage physique et moral. Il ne recule devant rien. Une fois engagés dans une nouvelle voie, les nouveaux amis de la révolution russe, espérons-le, la serviront avec la même passion avec laquelle ils l'ont jadis combattue.

Deux motifs dominent les études de la Nouvelle orientation: 1° Le pouvoir bolchevik consolidé représente seul l'intérêt national russe bien compris. Attaquer la révolution bolcheviste équivaut donc à une agression contre le peuple russe cherchant à se faire une nouvelle vie et à sauver son unité nationale; 2° Le caractère socialiste de la révolution russe marque une nouvelle étape de l'histoire mondiale par laquelle passeront, inévitablement, les peuples occidentaux. Tous ceux qui aiment vraiment la Russie doivent, par conséquent, être fiers que leur nation soit à la tête du progrès universel.

Tous les auteurs du livre ne sont pas également pénétrés de ce rôle glorieux de la révolution russe. Mais tous acceptent l'idée du caractère éminemment national de la révolution bolcheviste.

La nouvelle politique économique des Soviets contribua, sans doute, à la conversion du groupe intellectuel de l'Orientation nouvelle. Ici se trouve le point faible du livre. Du moment que l'on aime le communisme non pour lui-même, mais pour son succès matériel et parce qu'il renonce, vu son isolement provisoire dans le monde, à la réalisation intégrale, nous n'avons au-

cune garantie qu'au premier revers ou dans le cas de sa réalisation complète, les « ralliés » lui garderont la même fidélité.

Néanmoins, il y a lieu d'avoir confiance. Car la sincérité des auteurs ressort de la noble passion dont est pénétré cet ouvrage en tous cas remarquable, et de la force persuasive des arguments brillamment exposés. La révolution russe n'a rien à redouter de ses nouveaux amis, qui sont la preuve vivante de son triomphe sur la réaction. Une révolution qui ne fait pas d'adeptes parmi ses anciens ennemis est une révolution mortnée. Quel que soit le sort de tel ou tel auteur du Smiena Wiekh dans l'avenir, le succès du livre à l'étranger et en Russie décidera bien des intellectuels, qui se condamnent eux-mêmes à une lutte stérile contre la révolution, à rejoindre leur poste de combat et à travailler à alléger les souffrances surhumaines du Christ de la Révolution Sociale mondiale qu'est la Russie.

Notons que les auteurs du Smiena Wiekh continuent leur œuvre dans une Revue hebdomadaire du même nom. Une nouvelle preuve de leur sincérité et de leur utilité pour la nouvelle Russie gouvernée non par des « dieux qui ont soif » de sang, mais par de grands réalistes à la recherche d'hommes d'action et de savoir en vue de réorganisation économique de leur pays ruiné par une guerre atroce de sept ans...

Ne craignons pas de nouveaux venus. Et disons-leur : « Soyez les bienvenus! »

Ch. RAPPOPORT.



Le Gérant : CH. RAPPOPORT.



La Cootypographie, 11, rue de Metz, Courbevoie. Tél. 20

Avis aux Abonnés

SE III

Nous devons des explications à nos abonnés sur le retard du nº 20 de la REVUE. C'est un cas de force majeure. Ainsi que nous avons déjà en l'occasion de le dire à nos amis, chaque numéro de la REVUE coûte le triple on le double du prix de l'abonnement. Et cela malgré la gratuité de la direction et de la collaboration de notre directeur. Il s'y ajoute qu'un grand nombre de nos abonnés sont en retard — même très en retard — pour le payement des numéros reçus.

C'est notre cher et bien regretté Cerkez (1) qui comblait par ses libéralités notre déficit. Aujourd'hul cette charge nous incombe. Et nous ne sommes pas riches. Le nombre de nos abonnés est considérable pour une Revue scientifique et sans précédent dans l'histoire douloureuse des Revues socialistes, en France Encore un effort et, en faisant de strictes économies, notre Revue, qui jouit d'une autorité et d'une notoriété internationales, pourra reprendre son développement régulier.

Nous prions donc nos abonnés et nos amis de nous aider : 10 En recrutant de nouveaux abonnés ;

2° En s'acquittant régulièrement et le plus vite possible, du prix d'abonnement, que nous n'augmentons pas, mettant au-dessus de tout l'intérêt de la propagande;

3. En recueillant des sonscriptions pour combler le déficit :

4º En nous envoyant des adresses d'ABONNÉS POS-SIBLES:

5º En collaborant par leurs conseils et leurs critiques au perfectionnement de la REVUE.

Notre Revue est utile aux amis et nécessaire à tous, comme recueil de documents sérieux.

Aidez-la à vivre!

L'ADMINISTRATION.

N. B. — EN TOUT CAS, les abonnés recevront LE NOMBRE DE NUMÉROS anquel ils out droit.

⁽¹⁾ Voir nº 17, 18 et 19 de la REVUE.

PRÉCIS

DU

COMMUNISME

PAR
Charles RAPPOPORT



EN VENTE:

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ, rue Montmartre, 142 Prix: le n° 0.30, franco 0.35; le cent 22 fr., franco 25 francs

L'Internationale Communiste

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAIT EN 4 LANGUES RUSSE, FRANÇAIS ALLEMAND ET ANGLAIS



PÉTROGRAD, SMOLNY, 58

Rédaction : Cabinet de Zinoviev

SOUSCRIVEZ DES AUJOURD'HUI

à la Collection complète de

LA REVUE COMMUNISTE

TOMES I-II-III

Nº5 1-12-19

Les trois volumes forment une source de documentation communiste inestimable et sans précèdent, pour tous les militants, les sociologues.....

Tous ceux qui sont avides d'apprendre y trouveront matière à enseignement.

Malheureusement nous ne disposons que d'un nombre restreint de collections.

Envoyez-nous sans tarder votre souscription.

Prix de la Collection de 19 fascicules non reliés:

58 francs — Franco 40 francs
1 Collection, reliure élégante, 3 forts volumes in-8°:
Chaque volume, 20 francs — Franco 21 francs

La Révolution Mondiale

Par Charles RAPPOPORT-

Introduction de l'auteur. - Production et Socialisme. - Où sont les responsabilités. -La psychose nationaliste et la paix mondiale. Qu'est-ce qu'une Révolution? — Recrutement et Révolution. — Sommes-nous prêts. —
 Guerre et Révolution. — Les forces révolutionnaires. — La guerre a-t-elle augmenté les chances de la victoire socialiste. - Conditions favorables au socialisme. - Les cataplasmes réformistes et la guerre mondiale. - Comment se fera la Révolution sociale. - La guerre comme argument pour le socialisme. — Conditions techniques et conditions humaines — Révolution et réformes. - Le verbalisme réformiste. Les deux méthodes. — La Révolution alle-mande. — La méthode diplomatique. — Vers la Troisième. - Le miracle bolchevik. - La victoire de la réaction capitaliste. — La sottise nationaliste. - La bêtise au pouvoir. - Le père de la victoire à la Pyrrhus et ses enfants. — Un état d'esprit inquiétant. — La vraie question. — Nouvelle ère ? Non. Nouvelle méthode ? Oui. — Une Société en déliquescence. - Où est le parti socialiste. - Reconstructeurs-Destructeurs. — La folie intégrale. — Le Congrès de Strasbourg. - En écoutant M. Kerensky. - Il y a or et or. - Oui, il y a complot. - D'où vient l'audace de M. Millerand ? - La République bourgeoise est née le 4 septembre d'une dictature. - Diplomatie et Révolution. - L'adhésion oblige. - Dictature de trahison et de bêtise. — Syndicalisme et Révolution. — La Participation économique. — Socialisme et Syndicalisme. - Révolution et bonnes manières. - Les ennemis de la Révolution. Unité et discipline.
 Les masses et les chefs.
 Propagande.
 Les martyrs de l'opportunisme.

Prix: 4 fr. 50 — Franco: 5 francs Adresser demandes et mandats à Ch. RAPPOPORT 17, Rue Grange-Batelière.